Directeur :
Antoine TURMO
Adresse : VIe Union Régionale C. N. T.
Bourse du Travail
Place Saint-Sernin
TOULOUSE (H.-G.)
★
ABONNEMENT
Annuel .. .. .. 20,00 F
Semestriel .. .. 10,40 F

ESPOIR CNT AIT

HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION RÉGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 66 — 7 avril 1963 — Prix : 0,40 F

Editorial

L'EXEMPLE DU MEXIQUE

IL y a quelques jours, le Président de la République des Etats-Unis du Mexique a été l'hôte de la France.

Le général de Gaulle et son gouvernement, en tant que représentation de la nation française, sont allés au devant du Président mexicain et lui ont rendu les honneurs que tous les protocoles prévoient dans ce cas-là.

Cette visite de M. López Mateos se fait à un moment singulièrement difficile pour la politique française et dans des circonstances telles qu'un parallélisme s'impose. Comment résister au désir de montrer la divergence des lignes de ces deux politiques? Celle de la France et de son chef; celle du Mexique et de son Président, le troisième après Cárdenas, l'homme qui, fidèle au principe : « Suffrage effectif; non réélection! » renonça pour toujours à redevenir Président de la République mexicaine, au grand regret de tous les libéraux du monde?

Le Mexique est un pays complexe, où se côtoient anomalies et injustices. Une de ces anomalies, en particulier, est l'existence d'élites vraiment rénovatrices, vraiment désireuses d'améliorer la condition du peuple. Un peuple qui, abruti par l'alcool et la religion, avance très lentement sur le chemin de la libération individuelle et collective. Le Mexique est pourtant le pays qui a su maintenir une ligne politique et diplomatique internationale droite, fidèle à son essence et son programme.

Avec l'U.R.S.S., la Yougoslavie et tous les pays communistes, le Mexique est aujourd'hui un des pays du monde à n'avoir pas reconnu le gouvernement franquiste comme gouvernement légitime de l'Espagne. Et il est le seul pays de l'Amérique latine à maintenir cette position.

Le Mexique ouvrit ses portes à tous les émigrés espagnols qui purent gagner ses rivages. Et leur donna, avec l'asile, tous les droits inhérents à la condition de citoyens mexicains. Ils pouvaient le devenir automatiquement, s'ils le désiraient, sans limitation aucune. Et beaucoup se firent Mexicains; d'autres refusèrent, mais leur existence au Mexique n'en fut pas moins libre comme fut libre leur accès à toutes les professions; de la même manière leur furent garantis tous les moyens d'existence sans discrimination aucune.

Le Mexique s'est toujours opposé à l'entrée de l'Espagne dans les organismes internationaux. Pour lui, le gouvernement franquiste reste un gouvernement non légitimé par les procédés qui devraient normalement être ceux d'un monde civilisé, à savoir : la volonté populaire, exprimée à l'aide de moyens authentiquement démocratiques.

Singulière leçon que celle de López Mateos et de son peuple, pour la France et son guide! Elle arrive à un moment où, en compensation de certaines mesures policières contre les tueurs de l'O.A.S. réfugiés en Espagne, le gouvernement français fait vivre aux réfugiés espagnols antifranquistes des momens d'angoisse et d'incertitude.

Le contraste entre les deux présidents est frappant. López Mateos est un universitaire, président d'une jeune démocratie élevée sur les restes d'une révolution agraire, vaincue grâce aux efforts combinés de tous les plutocrates du Nord et du Sud de l'Amérique. Ceux-ci cernèrent le Mexique, aidèrent les contre-révolutionnaires, tuèrent Madero, Zapata, Villa, Práxedes G. Guerrero, Flores Magon et n'eurent de cesse qu'après avoir réinstallé une dictature dans le pays qui avait osé se soulever au cri de « Terre et Liberté! ».

C'est un Mexicain pétri de culture occidentale, mais dont l'amour profond pour les traditions de son peuple ne s'est jamais démenti. Dans cet amour, dans la fierté de la race autrefois soumise, se perd son ascendance espagnole : il est Espagnol par le nom; Aztèque par des racines profondément enfoncées dans une terre que le monde, devant la splendeur de sa civilisation millénaire, ne peut qu'admirer aujourd'hui.

C'est un homme civil, libéral, pour lequel le problème social est le nœud gordien du grand problème de l'Amérique latine, cette Amérique en butte au castrisme et au colonialisme, qui doit chercher sa voie et la trouver par elle-même.

Face au fascisme et au totalitarisme, le Mexique, avec son Président et sa ligne politique, est une leçon et un reproche pour la France, son Président et sa ligne politique face au fascisme espagnol.

Ceci à titre de remarque.

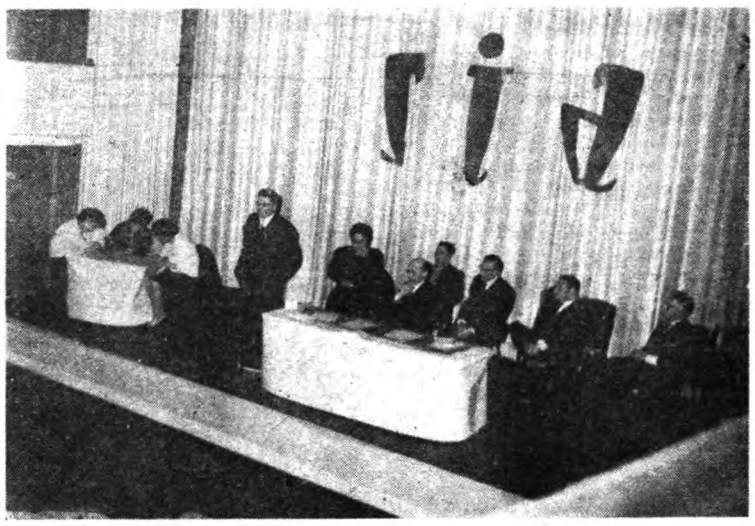
GRAND MEETING A MARSEILLE

Le Meeting organisé pour défendre les droits d'asile des réfugiés espagnols, par S.I.A. de Provence, a eu lieu, comme prévu, le dimanche, 3 mars, au Cinéma Variétés, sur la voie centrale de la ville.

Aspect magnifique de la salle immense, une des plus grandes de la cité. Quand notre ami et camarade Henri Julien, Avocat à la Cour de Marseille et Président de S.I.A., ouvrit la séance, à 10 heures du matin, elle était bondée.

Outre les orateurs, qui répondirent tous favorablement à notre appel, tant sur le plan personnel que sur le plan représentatif, dès qu'ils furent sollicités, on put voir à la tribune des délégués de la C.N.T. espagnole et française et d'autres organismes, dont la F.I.-J.L.

Maître Julien expliqua, de manière aisée et élégante, les finalités du meeting, soulignant l'importance des manifestations de solidarité envers les émigrés espagnols. « Le peuple et les intellectuels français seront toujours au côté des opprimés et défendront les droits



La Présidence du Meeting

les plus élémentaires de l'être humain : la liberté et la fraternité », affirma-t-il.

Il laissa ensuite la parole au Délégué de la Ligue des Droits de l'Homme.

PROFESSEUR EN DROIT MARESCA

Il n'est pas dans les habitudes de la Ligue des Droits de l'Homme de se déranger facilement.

Par notre présence, nous vous apportons toute notre sympathie, d'autant plus volontiers que j'ai des parents parmi les Espagnols, et je suis heureux d'être dans cette salle avec des hommes libres et qui veulent le demeurer. Je salue au passage le Président de la Ligue des Droits de l'Homme italienne qui se trouve parmi nous.

La Ligue des Droits de l'Homme doit défendre l'Homme partout où elle croit qu'il va être attaqué.

Mes propos seront brefs, pas de grands arguments. Je suis français, amant de la liberté, j'aime mon Pays, mon Pays qui a été le flambeau de la Liberté, et je regreterais profondément que ce flambeau s'éteigne.

Pour moi vous n'êtes pas des Espagnols, vous êtes des hommes ; en tant que tels, nous voulons que vous trouviez partout cette indépendance de pensée qui caractérise l'Homme.

Voici la déclaration universelle des droits de l'Homme :

Article 1er. — Les hommes naissent égaux dans le respect, dans la fraternité et la dignité.

Article 2. — Sans distinction de race, couleur et langue.

Article 7. — Tous les hommes sont égaux devant la loi.

Article 13. — Toute personne a le droit de circuler librement. Toute personne a le droit de quitter son Pays et d'y revenir quand il le désire.

Article 14. — Devant la persécution toute personne a le droit de chercher et bénéficier de l'asile dans d'autres pays.

Tous les hommes de la terre ont reconnu le droit d'asile ; je vous dirai simplement, qu'en tant que citoyen du pays j'ai conscience de remplir ma mission, car, pour être un bon citoyen du monde, il faut être bon citoyen dans son pays ; j'ai également conscience d'être un bon Français.

Il est impensable que notre pays, qui toujours, avant même cette déclaration universelle, fut le flambeau de la liberté dans le monde, ne reconnaisse plus le passé. S'il le reniait, nous en serions profondément attristés.

Le Président donne la parole à :

M. MAURICE WALH, Médecin

La France ne peut renier le droit d'Asile, car le droit d'asile est une véritable obligation. Même, si les diplomates avaient la tentation de donner un petit coup de canif à ce droit, ils ne le pourraient pas, car la France est membre de l'O.N.U., parce que les droits essentiels de la France sont ceux du pays de la Liberté, parce qu'il y a dans toutes les classes de la société un don de solidarité. Malgré tout on a l'impression — injustifiée, d'ailleurs — que la cause que défendent nos amis peut être mise en danger.

Dans ce cas, je vous dis, au nom d'autres médecins : comptez sur nous.

Prend ensuite la parole le professeur:

GEORGES DUBOSCLARD

C'est à titre purement personnel que j'ai tenu à répondre à l'appel de Maître Julien.

Il existe une déclaration universelle des Droits de l'Homme, établie par l'organisation des Etats-Unis le 10 décembre 1948 ; or j'estime qu'il est de mon devoir, devoir de citoyen, d'éducateur, de diffuser une déclaration que les représentants de mon Pays ont signée.

Ce qui m'a amené à répondre à l'appel de Me Julien, aujourd'hui comme toujours, à manifester ma volonté en accord avec la déclaration universelle des Droits de 1948, de ne plus voir des proscrits chercher de pays en pays un asile, et, lorsqu'ils l'ont trouvé, de les déloger immédiatement.

J'ai tenu à exprimer à nos amis espagnols mes sentiments d'affectueuse sympathie.

On a parlé de la déclaration des Droits de l'Homme, et je vous rappelle qu'il y en a eu une autre avant ; nos ancêtres de plus de deux siècles , en 1789, ont élaboré la première déclaration des Droits de l'Homme, la déclaration de 1789 qui est une sorte de recueil de principes, de ces principes que l'on a appelé avec beaucoup d'emphase, mais avec justice, les principes immortels de 1789. Immortels ils le sont, car la déclaration de 1948 se réfère à ces principes de 1789, et notre constitution française de 1958 , je vous le répète, se réfère aux principes de 1789 (constitution de 1958 qui nous régit actuellement). Cette déclaration de 1789 on l'invoque souvent sans en connaître le sens profond, sans en avoir compris l'importance :

ARTICLE 1er. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

ARTICLE 2. — La déclaration de 1789 énumère les droits indescriptibles de l'Homme.

Les députés ont souscrit cet article :

(Suite en page 2.)

Documents

LE FRANQUISME : ses origines, ses caractéristiques et sa véritable vocation

Voici quelques nouveaux extraits du livre : « Documents secrets du ministère des Affaires Etrangères d'Allemagne » :

« Stohrer au Ministère des Affaires Etrangères. Télégramme.

Saint Sébastien, 13 juillet 1938.

«...Le Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne a exprimé la crainte que les commissions internationales auraient toutes facilités pour agir contre les unités constituées allemandes et italiennes, (1), *alors que le contrôle des étrangers* combattant à titre individuel au côté des rouges *serait très difficile et imprécis... »*

⁂

Nouveau télégramme de Sthorer au Ministère des Affaires Etrangères :

Saint-Sébastien, le 15 juillet 1938.

« ...D'après l'opinion exprimée récemment par Franco, il est impossible, pour le moment, de se passer du soutien de la Légion Condor.

« Le Ministre a confirmé qu'il démandait l'avis de Berlin, en insistant sur le fait que l'Espagne ne serait en mesure de donner son point de vue sur le plan de Londres, qu'après accord avec les Gouvernements des deux pays amis... » *(1).*

⁂

« Sthorer au Ministère des Affaires Etrangères.

Saint-Sébastien, le 19 août 1948.
Secret.

« J'adresse dans l'additif ci-joint les données qui me sont parvenues par le canal de l'attaché naval au sujet des troupes et de l'armement italiens arrivés depuis le 19 juin 1938.

ADDITIF

Dates de débarqement à Cadix	Troupes (hommes)
19 Juin	*400*
25 juin	*400*
3 juillet	*350*
11 »	*300*
13 »	*400*
16 »	*280*
26 »	*209*
27 »	*331*
29 »	*401*
3 août	*200*
10 août	*300*
Total	*3.571*

(Suite en page 2.)

COMMENTAIRES

DIA TRAS DIA

La España que no conocen los españoles

LOS ministros franquistas son, a veces, de una locuacidad que raya con la imprudencia... Estimamos que eso no puede ser considerado injuria, sino simplemente una constatación de hechos. Y vamos a explicarlo.

Entre los ministros más locuaces, se cuenta el señor Fraga Iribarne, Ministro de Información y Turismo. No hay día que, en España o en el extranjero, no pronuncie discursos que, espigados, no den motivo a múltiples y singulares constataciones.

Por ejemplo, el día 18 de marzo clausuró en Zamora el Primer Congreso Provincial de Turismo. Y, entre otras muchas cosas, dedicadas todas — ¡cómo no! — a exaltar la obra realizada por el franquismo, poniendo a España «en el camino y cerca del despegue final hacia un desarrollo económico, social y político» — al cabo de 25 años de dictadura, cabe reconocer que no se han dado extraordinaria prisa, puesto que están solamente «en el camino» — el señor Fraga Iribarne declaró, muy serio, «que el turismo será un fenómeno cada vez más importante, lo mismo entre los pueblos, en vista del creciente nivel de vida que les impulsa, en toda Europa, como, sobre todo, dentro de la misma nación, que, poco a poco, por la propia elevación de su nivel de vida, irá conociendo mejor su país y realizando ese turismo».

Es decir, que los españoles son los primeros que deben descubrir España, que no conocen, porque su «standard» de vida no les permite practicar el turismo en su propia tierra. Jamás el señor Fraga Iribarne había dicho verdad más grande ni más imprudente.

Porque así es. Aparte los privilegiados, pertenecientes a las clases adineradas, ¿qué empleadillo, qué funcionario, qué obrero puede permitirse el lujo de un viaje turístico por España? ¿Cuántos millones de españoles no han visto jamás las Fallas de Valencia, la Semana Santa de Sevilla; no han visitado jamás ni Madrid ni Barcelona y sólo de oídas conocen las bellezas naturales y arquitectónicas que encierran multitud de ciudades andaluzas, gallegas, castellanas, aragonesas, vascas o catalanas? El noventa por ciento de los españoles desconocen España y ni por asomo puede soñar con tener medios para pagarse unas vacaciones que rebasen el cuadro de la costa catalana, los barceloneses; del Guadarrama, los madrileños; del Escorial o del Monasterio de Piedra, los que viven en ciudades castellanas o aragonesas. Y en cuanto a los andaluces, los sevillanos se contentan con contemplar la Giralda y la Torre del Oro y los granadinos con admirar a distancia los minaretes de la Alhambra y los picos luminosos y blancos de Sierra Nevada.

¿Qué catalán conoce el valle del Nalón, de inolvidable belleza, y qué asturiano o qué gallego pudo visitar Sitjes o escalar las cumbres de San Llorens de Munt o del Montseny? Poquísimos. Estos placeres y estos descubrimientos están reservados a una casta de elegidos de que la modestia de sus recursos excluye sin remedio a ese noventa por ciento de españoles que hemos citado antes.

¿Y por qué se les excluye, cuando es raro hoy el obrero inglés, el obrero alemán, el obrero belga, el obrero francés, que no pueda permitirse, como mínimo, un viaje a través de sus países respectivos y, de vez en cuando, una salida al extranjero, buscando el frescor o el sol, según el punto geográfico en que están situados?

Porque el obrero español, y, lo que es más grave todavía, el hombre de la aún más mísera y sufrida clase media, no puede, ni aún trabajando catorce horas por día en tres profesiones diferentes, reunir un peculio que le permita descubrir su propia tierra.

Los españoles no conocen España; no han podido acercarse jamás ni a las bellezas ni a las miserias de España. No conocen, la mayor parte, ni esos parajes maravillosos, que pueden ser considerados entre los más bellos del mundo, ni esos infiernos en que la miseria, la depauperación, las enfermedades derivadas de la falta de higiene, determinada por la falta de agua, son endémicas. No pueden conocer ni el Infierno ni el Paraíso de España, la tierra con más posibiliddades de autarquia, de riqueza y de prosperidad de toda Europa.

Ese hermoso país, en el que se encuentran todos los climas; ese edén de que hablan los poetas antiguos; esa extensión de tierra, en la que el mar, como la montaña, han ofrecido siempre a los hombres la posibilidad de hacer un verjel de lo que hoy son dehesas y páramos, el español no lo conoce... Si lo conociera, aprendería a amarla con pasión irritada, con furia y con rencor contra todos los que han hecho de ella, a través de los siglos, una tierra maldita, despoblada, reseca. Y, con Costa, con Ganivet, con Senador Gómez, con Reparaz, con cuantos han querido hacer de España la tierra bendita qque hubiera podido ser, si el trabajo de sus hombres hubiera servido para todos y no para unos cuantos, lucharían con nosotros por barrer a los que, tradicionalmente, han hecho de ella un desierto social, moral y político, vendiéndola al mejor postor, despoblándola y depauperándola... Entre los que ocupan un lugar preferente, no lo olvide el señor Fraga Iribarne, los que, durante veinte y cinco años, se han dedicado a frenar su impulso, a alquilarla al que más da, y que no vacilarán, si el caso llega, a ofrecerla como campo experimental para las explosiones atómicas.

Hasta la saciedad, con la cursilería machacona que distingue a los escritores falangistas, glosan ellos la frase de José Antonio: «Amo a España porque me duele»... Los que la amamos porque nos duele y nos ha dolido y, por dolernos, a ella lo hemos sacrificado todo, somos nosotros, sólo nosotros, los muertos y los supervivientes del más heroico ensayo de redención de un pueblo que registra la historia del mundo.

Federica MONTSENY

LE FRANQUISME...

(Suite de la page 1.)

ARMEMENT

19 juin : 2.000 tonnes.
25 juin : 1.000 tonnes.
11 juillet : avions, munitions.
13 juillet : 1.100 tonnes.
24 juillet : 60 camions.
29 juillet : 100 tonnes.

4.200 tonnes, 60 camions, plus armement dont le poids échappe à un contrôle précis ».

(1) Nous avons souligné certains passages, afin d'insister sur l'aveu implicite des factieux sur l'intervention d'« unités organisées allemandes et italiennes » dans leur camp, tandis que dans le camp dit « rouge » seuls des « combattants à titre individuel » intervenaient.

D'autres ont été soulignées dans le second paragraphe pour que la dépendance dans laquelle se trouvait le gouvernement franquiste de l'époque soit bien mise en relief, dépendance qu'est encore la sienne quoique sous de maîtres distincts.

Et dire qu'un des principaux objectifs de la « Cruzada » était de reconstituer l'Empire que les franquistes qualifièrent — pour lui donner une plus jolie teinte sans doute — de bleu !

SERVICE D'INFORMATION DE LA C.N.T.
Toulouse, le 26 mars 1963.

El Fuero del Trabajo

El 9 de marzo de 1938, se promulgaba, en la ciudad de Burgos, el todavía vigente «Fuero del Trabajo», preparado por gentes totalmente ajenas a la clase trabajadora y que precisamente en aquellas fechas se dedicaban con furia sin igual a la caza del obrero español, asesinándolo a mansalva en la zona que controlaban, como preludio a la incalificable matanza que iban a consumar, un año más tarde, en el conjunto del territorio que habían de conquistar. Ahora, al cumplirse el veinticincoavo aniversario de tan magno acontecimiento, toda la prensa española ha lanzado las campanas al vuelo, y el propio Caudillo se ha considerado en el deber de enaltecer las virtudes de texto tan monumental ante el IX Congreso del Consejo Nacional del Movimiento, convocado para evidenciar el espíritu creador que, desde sus inicios, guió los pasos de la « Cruzada Nacional ».

Inútil decir que la prensa ha sido unánime en valorar el alcance de una «ley orgánica que se promulgó en plena guerra civil para garantizar un bienestar jamás conocido» a todos los obreros de España, sin olvidar, naturalmente, a los que, en aquel entonces, engañados u obligados por republicanos, anarquistas, socialistas y... masones, jugaban su vida a cara o cruz con la esperanza de que el fascismo y sus «Fueros» no triunfarían en nuestro país. «Constitución social», «programa para la paz», «precedente histórico», «por la revolución y la sociedad sin privilegios», «Voluntad de poner la riqueza al servicio del pueblo español», «Uno de los textos más perfectos de nuestra historia constitucional» y «texto político-social del más alto valor humano, propulsor de un completo ordenamiento social», he ahí algunas de las alabanzas de que es objeto el «Fuero del Trabajo» (entiéndase el general Franco), redactado bajo la influencia de la magnífica Carta di Laboro, que había sido proclamada en Italia por el partido fascista de Mussolini.

¿Qué dijo el Caudillo ante la galería de militares que componen el Consejo Nacional del Movimiento? «Pretendemos hacer realidad que en las más importantes decisiones políticas del país participen los representantes legítimos del trabajo». Convendréis en que esta frase vale su peso de oro. Primero, a los veinticinco años de haberse promulgado un «Fuero» que debía hacer del obrero español el más feliz de la tierra y el único que sería verdadero artífice de su destino, resulta que todavía está en el estadio de las «pretensiones», reconociéndose implícitamente que el trabajador español no juega aún ningún papel determinante en «las más importantes decisiones del país»; segundo, porque lo que se «pretende» no es precisamente que sea el obrero quien juegue tan importante papel, sino «los representantes legítimos del trabajo», es decir, los incondicionales que el régimen designa en la escala de jerarquía sindical; y tercero, porque es evidente que la «realidad» que trasciende de frase tan extraordinariamente hueca, es la constatación de que un cuarto de siglo de tan maravilloso «Fuero» no ha permitido todavía llevar a la práctica lo que se «proponían» los grandes hombres que lo promulgaron.

El discurso del Caudillo, como todos los discursos de quienes, a falta de éxitos, han de alabar los fracasos, es de un vacío que espanta y pura demagogia desde el principio hasta el fin. Empezó sonriendose a las condiciones excepcionales que se vivían cuando se preparó y promulgó el «Fuero del Trabajo», acreditando la versión de que quienes lo habían redactado, se reunían guardando en sus hábitos (suponemos que militares) el polvo de las trincheras. Y después, tres apretadas páginas de periódico cantando loas al régimen, repitiendo machaconamente lo que ministros, generales, jerarcas de toda suerte, obispos, articulistas y otros aprovechadores vienen diciendo desde hace un cuarto de siglo, con la tan pasmosa como descarada regularidad que todos conocemos.

Veamos sin embargo con un poco más de detalle lo que dijo el Caudillo, pero sin olvidar que el tiempo es oro y que perderlo en demasía sería inperdonable. Empezó enumerando, con la aplicación de un estudiante que recita su lección, todas las realizaciones del régimen: seguros sociales, plus familiar, higiene del trabajo, lucha contra el paro forzoso, mejoras substanciales para los obreros del campo y del mar, jurados de empresas, convenciones colectivas, esfuerzo de industrialización, construcción de viviendas, obra de Educación y Descanso, becas e igualdad de oportunidades, regadío y repoblación forestal, etc., etc., todo fué meticulosamete citado para que quedara probado, hasta la saciedad, el espíritu creador del régimen, cuya única aspiración consiste en asegurar «el bienestar de la clase trabajadora».

El Caudillo se sirvío de una fraseología que hoy es universalmente empleada, tanto a derecha como a izquierda. Lo social, lo humano, la justicia, la democracia, el bienestar y la libertad, gozaron de particular privilegio a lo largo de su discurso, del que voy a transcribir a renglón seguido algunos pasajes esenciales:

«Pensad, pues, en cúal era nuestra sinceridad al encontrar tiempo, no obstante las circunstancias, para presentar ante los españoles un texto que, de modo auténtico, recogía nuestra decidida voluntad de realizar la justicia social, dando al trabajador los derechos que le eran propicios y que hasta entonces nadie en España le había reconocido».

«Frente a los que presentaron al mundo el Movimiento Nacional como una pura reacción del mundo conservador contra los avances sociales, nosotros podemos hoy presentar una legislación compacta, armónica, positiva y aplicada, que demuestra del modo más decisivo nuestro auténtico afán renovador y nuestra decidida voluntad de cambiar las estructuras antiguas de la sociedad española, modificándolas de acuerdo con una visión moderna y actual de la realidad social que puede imperar en el mundo».

«¿Alguien podría haber hecho algo de más extensión y profundidad que lo realizado por nosotros?».

(Continuará)

A. TARRAGO.

París, marzo de 1963.

GRAND MEETING A MARSEILLE

(Suite de la page 1.)

Toute association politique est la conservation des droits naturels et indescriptibles de l'homme : la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression.

Tout Etat qui se réclame des principes de 1789, tout Etat, et c'est encore le cas de la France, qui a apposé sa signature au bas de la déclaration universelle de 1948, tous ces Etats ont le devoir de garantir la liberté à tous les hommes. De plus, les Etats démocratiques ont aussi le devoir, non moins impérieux, de permettre à ceux qui ont fui un régime d'oppression de retrouver la liberté, et cette possibilité pour les proscrits de retrouver leur liberté, c'est le droit d'asile.

La déclaration universelle de 1948, adoptée par l'O.N.U., est une véritable obligation pour ces Etats.

ARTICLE 14. — Devant la persécution les personnes cherchant asile ont le droit de bénéficier de l'asile dans d'autres pays.

Et nous, Français, devons, plus que tous autres, exiger le respect de ce droit d'asile. Nous devons donner l'exemple pour respecter le patrimoine.

Nous ne devons jamais oublier que c'est la France, la première qui ait donné aux hommes une déclaration des droits de l'homme ; nous ne devons jamais oublier que toujours le peuple de France a accueilli avec générosité ceux qui fuyaient une patrie qui les oppressait ; la France, à ces opprimés, à ces proscrits, a, depuis 1789, accordé généreusement l'hospitalité.

Après l'échec de la Révolution de 1831, les Polonais, victimes de la repression fuyant leur pays vinrent se réfugier en France, le pays de la liberté. Ainsi, les réfugiés italiens et allemands fuyant les odieux régimes fascistes qui s'étaient établis en Italie et Allemagne.

La France a eu des proscrits dans le passé qui trouvèrent un réfuge dans certains pays d'Europe et en particulier en Suisse .

Il y a eu, parmi d'autres victimes du coup d'Etat du 2 décembre 1851, un certain Creusers, député sous la seconde République, préfet de la Creuse, futur Conseiller de Paris et qui trouva asile en Angleterre. V. Hugo, ainsi que Edgar Quinet, etc...

Le devoir d'accueil, cette générosité de cœur, sont plus impérieux encore. On l'a dit : les réfugiés espagnols se sont soulevés contre le régime de leur pays. N'ont-ils pas manifesté à plusieurs reprises un désir de voir s'établir en Espagne un régime républicain et démocratique ; n'ont-ils pas provoqué, par des élections municipales, en 1931, l'exil du roi Alphonse XIII ; n'ont-ils pas manifesté par les élections législves de 1936, le principe indiqué dans la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ?

ARTICLE 21. — La volonté du peuple est le fondement de toute autorité du pays, puisque cette volonté s'exprime par des élections honnêtes qui doivent avoir lieu pratiquement au suffrage universel et au vote secret.

Par qui a été vaincue la république espagnole, si ce n'est par l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste ! Hélàs, Républicains espagnols, vous avez eu raison trop tôt.

ARTICLE 2. — Les droits de l'homme sont la liberté, la propriété, la sûreté, la résistance à l'oppression.

Lorqu'on a établi cette déclaration, les députés de l'Assemblée Constituante ont légitimé la révolte collective, ont légitimé toutes les révoltes ultérieures, la France a adapté la Constitution à la déclaration de 1789. La république espagnole, fidèle aux principes de 1789, fidèle à l'idéal démocratique, fidèle avant la date à la déclaration de 1948,, les républicains espagnols sont en France chez eux. Ils ont droit à la liberté. Notre devoir est de leur accorder cette liberté, même davantage : de leur accorder le respect que l'on doit au courage, que l'on doit à la fermeté, car, ne l'oublions pas, Edgar Quinet a dit : « Ces républicains espagnols ne sont pas des accusés, ni des condamnés, ils sont des proscrits arrachés de leur pays par la force. parce qu'ils restaient fidèles à leurs lois ».

Avec eux, nous devons protester, pour aujourd'hui et pour demain. A nos amis présents en France : vous êtes chez vous, vous avez notre admiration, vous avez notre respect, mais plus encore, amis républicains espagnols, vous avez notre affection.

*

(Nous donnerons au prochain numéro des extraits des interventions de Federica Montseny et d'André Arru, ainsi que la Motion adoptée à l'unanimité.)

REPORTAGES

LA SITUACION EN CUBA

II. - Los dirigentes

Hemos dicho, en nuestro artículo anterior, que los hombres que tienen en sus manos el poder en Cuba son Fidel y Raúl Castro, «Ché» Guevara, Carlos R. Rodríguez, Blas Roca y otros.

No está de más que se conozca algo acerca de la historia personal de tales personajes.

Fidel Castro y su hermano Raúl son hijos de un colono rico de la provincia de Oriente — colono es el propietario de tierras que siembra caña para los ingenios de azúcar —.y su padre, siguiendo la norma de todos los ricos cubanos, les mandó de internos, primero al Colegio de los jesuítas de Santiago de Cuba; después, al de los jesuítas de la Habana. Fidel pudo terminar en el Colegio e ingresó en la Universidad de la Habana, en la cual se graduó de abogado. Raúl, en cambio, por su carácter díscolo, no pudo continuar sus estudios. Fidel, en la Universidad, se manifestó como individuo ambicioso, dominante e inclinado a la violencia. Pronto aspiró a ser jefe de grupo, y se asoció a un «bonche» — pandilla —, lo que culminó en gran número de duelos a pistola, con su saldo de muertos. Lo más sonado en esa etapa de su vida fué el asesinato del Presidente de la Federación Estudiantil, apellidado también Castro, hecho en el que tomó parte Fidel con su pandilla.

Pero, a pesar de sus esfuerzos, Fidel no logró nunca ser dirigente estudiantil; ni siquiera pudo llegar a presidir los estudiantes de su Facultad. Ingresó en el Partido Ortodoxo — fundado por Chibás — y en las frustradas elecciones de 1952 aspiraba a un acta de representante a la Cámara (diputado). Para lograr que la Asamblea del Partido Ortodoxo lo aceptara como candidato, recurrió — según versión de personas que estaban presentes — a las amenazas de muerte empuñando la pistola. Antes había estado complicado en los sucesos de Bogotá (Colombia), en donde, según parece, contribuyó a los desórdenes habidos en aquella ciudad con el pretexto de la muerte de Gaytán, pero con la mira de interrumpir la Conferencia Pan-Americana que se celebraba en aquella ciudad, y que los comunistas al servicio de Moscú trataban de obstaculizar.

El golpe de Estado fué producido por Batista el 10 de marzo de 1952, aprovechando el desconcierto que en la mayoría del pueblo habían sembrado las campañas violentísimas de Chibás, quien se suicidó, después de una polémica, en el transcurso de la cual no pudo probar ciertas acusaciones de malversación de fondos públicos. Y su muerte fué seguida de una agitación en la que andaban mezclados políticos fuera del presupuesto y hombres de negocios descontentos de «la anarquía» de los auténticos — el partido de Grau San Martín —, con pseudo-comunistas y nazi-fascistas, haciendo coro los propios comunistas con su gente.

Es evidente que en los primeros momentos del golpe de Batista, los comunistas quedaron expectantes, para ofrecérsele de nuevo al general en su oportunidad; pero el inesperado viraje de los dirigentes de la C.T.C. (Confederación del Trabajo de Cuba), con Mujal al frente, pactando con el nuevo gobierno, a base del respeto a las conquistas obtenidas por los trabajadores, dejó a los comunistas sin la posibilidad de ofrecer de nuevo sus servicios.

Fidel Castro, despojado de la posibilidad de ser representante en la Cámara — aun cuando su elección no estaba ni con mucho asegurada, ya que no tenía ningún ambiente popular — sumándose a los jóvenes «ortodoxos», comenzó a organizar actos de violencia contra Batista, y por primera vez en su vida encontró una justificación su tremendismo. A pesar de haber contraído matrimonio con la hija de uno de los hombres de confianza de Batista, y de que su cuñado, Díaz Balart, asumió el papel de líder de las juventudes estudiantiles batistianas, Fidel vió claramente que su porvenir político se arruinaría si hacía causa con el dictador, y mantuvo su tesis de la rebeldía y de la expulsión de Batista del poder, a través no de medios pacíficos, sino derrocándolo a sangre y fuego, aún a contrapelo de la opinión pública.

Ejemplo de esa manera de actuar, fué el asalto al Cuartel Moncada en Santiago de Cuba, hecho para el cual no se preparó a la opinión, sino que se hizo por un grupo de arrojados, la mayor parte de los cuales perecieron en la acción; no así Fidel y Raúl Castro, los cuales hicieron, como es sabido, su presentación a las autoridades militares, acompañados del arzobispo de Santiago de Cuba, Pérez Servantes, personaje que había obtenido previamente la seguridad de que no serían fusilados.

En su conducta posterior, Fidel ha mantenido una actitud similar. Jamás ha supeditado su acción a ningún compromiso previo. No ha aceptado nunca discutir sus planes con nadie, ni consultar al pueblo, al gobierno o a un partido lo que piensa hacer. Ordena y manda como jefe absoluto del país, y quienes desafían su autoridad , no importa cuán ligados hayan estado con él en determinados momentos, se tienen que asilar como Urrutia; son condenados a treinta años de cárcel como Hubert Matos, o fusilados, como Sori Marín.

Raúl, su hermano, es su mano derecha, quizás la única persona en quien tiene verdadera confianza. Raúl ha ganado la triste fama de ser más frío como asesino, que su propio hermano; pues mientras Fidel parece producirse, como ciertos paranoicos, por rachas, Raúl en cambio, siempre está dispuesto a aplicar la pena de muerte; y el relato que hemos oído acerca de sus procedimientos, a personas que estuvieron presos en el Campamento de Minas del Frío, en Oriente, cuando los famosos sucesos de abril de 1961, son realmente espeluznantes.

El «Ché», hijo de una familia domiciliada en la Argentina — su padre afirma haber nacido en EE. UU,. lo que no evita para que hable contra los yanquis con el criterio de cierta literatura hispanoamericana de principio de siglo. Se hace llamar «doctor», pero nunca ejerció la medicina. Es un típico trotamundos, agente del «politburó», y mezcla cierta estudiada «finura» con el descaro más desvergonzado. Sin haber trabajado en su vida; sin conocer el funcionamiento de ninningún taller, ni de ninguna fábrica; sin haber sabido nada de los problemas económicos de Cuba, este individuo, que se ha permitido ordenar fusilamientos a diario en la fortaleza de la Cabaña — con una falta de pudor increíble —, se hizo «cargo» de la dirección del Banco Nacional y ahora es el «Ministro de Industria». Como toda persona que no sabe lo que se trae entre manos, el «Ché» descarga sobre sus subalternos todos los fracasos, y sus discursos solo contienen amonestaciones a los trabajadores, porque no trabajan; a los administradores, porque no saben administrar, etc., etc.

Este trío siniestro ha opacado a los viejos dirigentes del Partido comunista. Ni Carlos Rodríguez, ni Blas Roca, que siguen a distancia el camino del poder, tienen nada en la mano que les permita reducir o limitar las facultades de Fidel o de los otros. Aníbal Escalante, uno de los viejos comunistas, que comenzó a controlar la O.R.I., descubierta su maniobra por Fidel, fué destituído con gran escándalo, acusándosele de estar creando una situación confusionista, y remitido «oficialmente» a Rusia, aun cuando, en los últimos tiempos, circulaba por Cuba el rumor de que lo habían «desaparecido» en la isla.

Si algo puede condenar cualquier régimen es la facilidad con que un grupito de ambiciosos intrigantes pueden manejar un país. Para nosotros, y lo decimos con absoluta sinceridad, la «dictadura revolucionaria de la clase obrera» es una solemne mentira, y en Cuba, como en Rusia, eso es evidente.

Hacerse cómplices de tal monstruosidad es hacerse criminales de lesa humanidad.

Justo MURIEL

Desde Carmaux — Bosquejos de la huelga minera

— II —

SISTEMA DE SALARIOS Y REIVINDICACIONES PRESENTADAS

Entre los obreros de la mina (exterior é interior) se encuentran seis categorias, bien entendido, solo entre los obreros, y con una variación de un 10 K de una a otra. Así, para un obrero del fondo que está pagado en sexta con un salario de 2,398 F., para uno en quinta será de 2.180 F; para la cuarta será de 1.982 F., para llegar a la primera con 1.560 F. Si a esta degresión agregamos que el obrero del exterior percibe 250 F menos que el del fondo, por categoria, llegaremos a la conclusión que hay jornadas de 1.300 F entre los obreros mineros.

La jornada de este último, comparada con la de un ingeniero, es motivo suficiente para rebelarse contra el Fuero del Trabajo y contra todo...

Si nos basamos en el «Estatuto del Minero», un obrero de la mina en segunda categoria debe de percibir, como mínimo, el salario de un peón especializado de la Región Parisina, aumentado de un 10 %. Luego, si nuestros salarios están retrasados en un 11 % en relación con los del sector privado, admitamos que para ponernos al nivel que nos corresponde, es necesario obtener una aumentación del 21 % y no del 11, como piden los sindicatos en uno de los puntos reinvindicativos, lo que evidencia el hecho que estos sindicatos castrados son cómplices de la violación de este **Estatuto.**

2º Punto reinvindicativo: semana de 40 horas, pagadas 48.

Solicitan la reducción de la jornada de trabajo cuando hace un año aproximadamente que coaccionaron a los mineros con una intensa campaña de propaganda para hacerles votar un cuarto de hora más, y, con ello, confeccionaron un protocolo de acuerdo, del que el Estado-Patron extrae reconocidos beneficios.

NUESTRAS VACACIONES

El «sistema de vacaciones» en esta corporación merece ser examinado, ya que también se menciona en las reinvindicaciones.

Mientras que otros gremios parten en el primero del año con trés y cuatro semanas de vacaciones, nosotros empezamos con 12 días, y cada año de empleo, nos da derecho a dos días más, hasta los diez años que alcanzará el máximo de 24 días. De forma que un obrero de la mina, en su primer año de trabajo, solo es recompensado con 12 días de «congé».

Como se puede apreciar, las reivindicaciones están justificadísimas, pero hay que saberlas sostener. En lo que a mi afecta, no tengo ninguna confianza en estos sindicatos no extrañandome, en absoluto, que cualquier día nos vengan con un «pastel» para dar fin a la huelga. ¡Razones tenemos para desconfiar! ¿Acaso no es una razón el esperar que, todo el rigor del invierno pasara, para desencadenar la huelga? Las mismas circunstancias existian en enero y en febrero y, habiéndose servido de ellas estoy sguro que el éxito hubiese sido completo, en la primera semana.

Fallos como éste podría citar muchos, más para comprender no son necesarios.

SISTEMA DE HUELGA DE «SECURITE»

Ya sabréis que aqui, al contrario de lo que vimos al otro lado de los Pirineos, nunca se gana una huelga, ya que no es costumbre, si se obtiene satisfacción, de cobrar los días que ha durado el movimiento. Los métodos empleados en nuestros sindicatos de consultar a los obreros afectados antes de volver al trabajo, tampoco son muy corrientes por lo que los obreros tienen bien merecida la calificación de «rebaño», y en estas condiciones, bien podría surgir que llegara una orden de los dirigentes de estos sindicatos, aconsejando la vuelta al trabajo, sino con la concesión primera del gobierno tan espléndido, de 0,77 % de aumentación, acaso con algo aproximativo, y como en las bases de estos sindicatos no se discute.... Y esto, seria una lastima; pues creedme que jamás ví los mineros tan decididos, y de un modo general, a continuar la huelga si no hay plena satisfacción y pese a encontrarnos en el 19e día que empezó este movimiento.

Este sistema de «Securité» empleado, hace dividir las opiniones de los huelguistas en dos bandos: Los que optan por su aplicación y los que se pronuncian por lo contrario, es decir, entrar en la huelga con todas sus consecuencias.

Esta seguridad consiste en seguir alimentando los hornos con dos fines: 1º) No dejarlos apagar por la razón que se vendrian abajo, acarreando el desempleo de un millar de obreros durante dos años, y corriendo el riesgo de que ello fuese un pretexto para que el gobierno no tendrá prisa en ceder, trución. 2º) Continuar alimentando de gas los hospitales y hogares de privilegiados.

Los que están contra esta medida de salvaguardar la «Securité» se fundan, en que no es justo que un número de obreros, siempre los mismos, trabajen para este «entretien», entendiendo, que mientras esta salvaguarda se sostenga, el gobierno no tendrá prisa en ceder sobre todo ahora, entrados ya en el buen tiempo.

Particularmente, yo opino que los de este bando no están en un error. De cualquier forma, teniendo en cuenta nuestra profesión, desestimada en la actualidad, por razones de superación por otras energias llamadas a reemplazar el carbón, hay muchos que creemos que nuestra salvación dependerá de la manera en que los demás sectores incrementarán la solidaridad. Esta última es la que podría inclinar la balanza a nuestro favor. Gracias a ésta y a nuestro moral inmejorable, si no surge ningún traidor, cabe esperar que el gobierno, para dar la impresión que no cede y poder justificarse ante los demás gremios del sector nacionalizado, busque un intermediario para, conjuntamente con los sindicatos, amasar el «pastel» que nos han de preparar.

En breve lo sabremos.

Miguel MOLINA.

Desde Paris

Teatro juvenil

Asistí, como un buen número de compañeros, a la representación de una pieza teatral de Casona. Los organizadores, con el nombre del grupo artístico más antiguo de Francia, son todos jóvenes y casi todos comparten nuestras ideas. La obra, ya pasada de moda, era «Nuestra Natacha», estrenada en Madrid en Febrero del 1936, y que dió fama al autor de excelente escritor y pedagogo. En la actualidad, Casona está triunfando en España con la obra escrita en el exilio «La Dama del Alba». Buen provecho le haga la colaboración con el régimen actual que acepta «La Dama del Alba» pero jamás reconocera «Nuestra Natacha» que, al fin y al cabo, es una crítica acerba y a tono con el poder del uniforme y la mentalidad de las «Damas de Estropajosa» que tan sutilmente el autor supo poner al descubierto en el reformatorio de Las Damas Azules.

Como primer ensayo y recuperación del cuadro artístico «Mosáicos Españoles» me entusiasmó el empeño que pusieron los intérpretes en resaltar los personajes, ya simpáticos, ya antipáticos, y me llenó de pesar el sentir un vacio en varias partes de la sala. En Paris, donde la cantidad de público español, y la sola cantidad de compañeros bastaría para llenar una sala de dos mil personas, no supo encontrarse la afinidad necesaria, la reflexión consecuente para llenar la salita de 600 plazas dode los jóvenes presentaron su primera obra. Es lamentable tener que constatarlo, a pesar de que un profundo instinto me dice que basta empezar; el resto seguirá.

Repetimos con torrencial locuacidad, cada vez que nos es permitido hacerlo, que debemos dar a los jóvenes margen suficiente de desarrollo e instrucción de nuestras cosas. Si es natural de instruir a los jóvenes, la instrucción se les administra mal, porque les falta nuestro calor ; seamos consecuentes y cada vez que se nos da una lección de cultura y de conocimientos, que tanta falta nos hace, sepamos aprovecharla; con ello habremos realizado una buena labor.

En lo que respecta a los intérpretes, no voy a caer en el lugar común de decir lo que es costumbre en estos casos. ¡no! pero quiero hacer resaltar que casi ninguno de ellos habia pisado las tablas antes de este día. El esfuerzo realizado merece todos nuestros aplausos y es que el teatro da vida, la mayor parte de las veces, a sentimientos ignorados de nosotros mismos; por ejemplo, el papel de esta maestra de escuela, rígida, avinagrada, absorbida por los principios disciplinarios, inhumana algunas veces; representado a las mil maravillas por esta jovencita que en su vida es todo lo contrario de lo que tuvo que representar, siendo para ella un descubrimiento el de esta clase de personajes.

No cito más. No hago más que inclinarme ante este magnífico esfuerzo de voluntad y trabajo juvenil.

Jep D'ARANES.

FEDERACION LOCAL DE OULLINS (Rhône)

CONFERENCIA PUBLICA

El domingo, 14 de abril, a las 9 h. 30, Sala de Fiestas de Oullins, darà una conferencia el compañero Germinal Esgleas, quien disertará sobre: «La lucha de los pueblos por su libertad». Invitamos al acto a todos los militantes libertarios del Rhône y Loire, como asi mismo a cuantos hombres luchan por la liberación y emancipación de los pueblos.

¡Hombres libres, retener esta fecha, haciendo acto de presencia ese dia!

EL COMITE.

Nota. — Por la tarde, interesantisimo Festival benéfico organizado por la sección de S.I.A. de Oullins, con el concurso de un renovado cuadro de artistas noveles, escogidos en nuestra región.

¡Compañeros todos, contribuid a tan magna obra solidaria, asistiendo y propagando este acto!

Para desplazamientos a Oullins, tomar el autobus nº 10 en Perrache-Lyon.

L E E D :

« TIPOS ESPAÑOLES »

de Felipe ALAIZ

Panorama de la política, del arte, de la literatura de España, visto por el espíritu cáustico del mejor de los escritores españoles contemporáneos. 5,00 F.

Pedidos: Servicio de Librería, 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.).

Actualidad

LA CENTRAL UNICA

Esta es la consigna que los comunistas están lanzando a voleo internacionalmente. El plan les ha dado tan buenos resultados en Italia, en Chile y en cuantos países han podido llevarlo a la práctica, que ahora se preparan a crear el clima con vistas a su realización en España.

Por otra parte, los falangistas, coincidiendo curiosamente con ellos, parecen dispuestos a darles la mitad del trabajo ya hecho. En efecto, las corrientes que van perfilándose en la llamada Organización sindical; el hábito ya contraído por los obreros encuadrados por fuerza en los sindicatos verticales, pueden ser favorables a que la propaganda comunista prenda en este sentido. Para el obrero simple, para el hombre de la calle, mantener la central única cuando el franquismo desaparezca, como se mantuvo en Italia al caer el fascismo, dados los grandes intereses económicos, la importancia del patrimonio acumulado por los sindicatos verticales, parecerá cosa fácil y además útil. En «Nuestra Bandera», in extenso, y en el pequeño «Mundo Obrero» clandestino, la labor de proseltismo a favor de esa idea de central única se ha iniciado.

No vamos a entretener y ocupar al lector con la reproducción de los textos comunistas, exponiendo y argumentando en torno al tema. Pero, eso sí, consideramos necesario y urgente salir al paso de la maniobra, en la que no pueden caer los hombres avisados ni los obreros conscientes.

Hemos repetido en diferentes ocasiones que la primera y la más immediata reivindicacion de la clase obrera española ha de ser la libertad de asociación, el derecho a elegir libremente la organización sindical de su preferencia. Aquella organización, aquel movimiento, aquella corriente que más y mejor consiga atraer a las masas obreras, será mayoritaria. Aquella que mejor interprete las necesidades y las aspiraciones de los trabajadores, los atraerá hacia su órbita. Así se hizo en el pasado y así se hace en todos los países donde el sindicalismo es libre.

Y con el señuelo de pretendidos intereses, deslumbrando con el espejuelo de supuestas ventajas de la unidad sindical, no puede ni debe pretenderse mantener la existencia de estructuras y de organizaciones que padecen de malformación congenital por el estigma de que están marcados sus progenitores: toda organización hija de las dictaduras, producto del corporativismo fascista, no puede servir para los trabajadores que aspiren a la libertad y a la evolución social y política.

Puede servir, sirve, los intereses y los propósitos de los partidarios de otra dictadura: por eso la C.G.L. en Italia ha servido los intereses comunistas que, al socaire de una dirección tripartita, se han ido apoderando de los puestos de dirección local, regional e incluso nacionalmente, quedando socialistas y demo-cristianos poco a poco desplazados. En Chile — lo decía hace unas semanas nuestro colaborador Francisco Pauner — la experiencia de central única ha dado el mismo resultado. Y en la Argentina, la colusión peronista-comunista en el seno de la C.G.T. argentina, va conduciendo las cosas por el mismo camino.

Antes, pues, de que sea tarde y de que el sindicalismo pueda verse embarcado en esta peligrosa aventura, damos la voz de alarma y definimos claramente lo que la experiencia, la táctica y los intereses del proletariado aconsejan: Libertad de asociación, libertad sindical; alianzas entre las organizaciones, como se producen en otros países — hoy, por ejemplo, en Francia — para hechos y acciones concretas: jamás central única, condenada, aunque en el comienzo no sea asi, a ser instrumento de los que, como el fascismo, como el franquismo, como todos los Estados totalitarios, tienden a hacer de los Sindicatos instrumentos y fuerzas al servicio de la dictadura.

« Memorias de Pablo Casals »

Acaba de aparecer la edición de esta obrita que fué publicada como folletón en las columnas de «CNT». Se trata de un volumen de 36 páginas, primera versión española de las Memorias de Pablo Casals, recogidas por Thomas Dozier y vertidas al castellano por Manuel Bernabeu.

Precio : 1'00 F.

Pedidos: Servicio de Librería, 4, rue Belfort, Toulouse (H.-G.).

COLLABORATION

LA IGLESIA Y SU EVOLUCION

Cuando en la vida de los pueblos, lo mismo que en las Instituciones, se produjera de forma pacífica, libre, y por lo tanto sin extorsión alguna dentro de la Sociedad, una continua acción imperativa, tanto en su forma de vivir como de su relación con los demás pueblos, que transformara poco a poco lo tradicional, imponiéndose por sí misma las innovaciones y reformas debidas, diríamos en ese caso que la Evolución había seguido un curso normal.

Pero cuando, por la acción de la fuerza, su desarrollo normal, la Evolución se estanca y se acumula poco a poco en las solas conciencias de moral cultivada y en aquellas otras que, aunque carentes de conocimientos, poseen por instinto un alto concepto de lo que es progreso y de lo que debe ser una justicia social: Esta secuestración de la evolución es la sola engendradora de la revolución.

⁂

Es reconocido y aceptado por la ciencia experimental, de que todo Organismo o Institución tiende, por ley natural, a consolidarse y fortalecerse, y si sentamos como base el principio de Lavoisier, de que en la vida orgánica, como en la filosófica, según Spencer, nada se crea ni nada se pierde, pronto sacaremos la conclusión incontestable de que la Iglesia, lo mismo que no importa qué organismo ya creado o constituído, es producto de una evolución más o menos lenta, y para mejor decir, producto de una revolución.

La Iglesia Católica no escapa a esa ley de la natura, y por lo tanto, no deja de ser más que el resultado de la evolución de las antiguas religiones de Oriente que le precedieron, como son el Vedismo, Brahmanismo, e incluso del mismo Judaísmo, la cual, después de vencer un sin fin de obstáculos y persecuciones, consiguió, a la fin, constituirse como Institución.

La Iglesia, que tiene su nacimiento en esa evolución de las Iglesias orientales, preconiza constantemente en los primeros tiempos esta evolución, por medio de la acción y voluntad de las masas que controlaba, hecho que se consumó a mediados del siglo IV.

A partir de esa época, la Iglesia, consciente de su estabilidad, lo mismo que de su fuerza determinante y avasalladora, se pone frente a todo y a todos aquellos que contestan tanto sus doctrinas como sus mandatos, pasando con ello del terreno evolucionista, que le dió vida y desarrollo, al terreno opuesto del antirevolucionarismo, ganándose con ello en el transcurso de la historia la apatía primero, luego la indiferencia, y el odio después de las masas, como de todos aquellos que por sus conocimientos han representado la ciencia y el progreso.

Una vez la Iglesia constituída, tanto de jure como de facto, la Iglesia ha tendido, más que a perfeccionar superando sus concepciones filosóficas, humanizándolas al ritmo de la evolución, a robustecer las estructuras expresivas de su fuerza material, para así mejor imponer, por la fuerza, a las masas desheredadas las concepciones que más podían favorecer sus intereses materiales, como casta privilegiada.

Este craso error, cometido por la Iglesia, ha hecho que su vida institucional esté hoy gravemente amenazada y ella, consciente de este grave peligro, trata por todos los medios de darle, sino una solución ampliamente satisfactoria, sí, al menos, unos remedios, que en parte, prolonguen en lo posible su existencia, y para ello ha convocado su Concilio Ecuménico Vaticano II.

¿Qué problemas son los que más embargan a la Iglesia, por su apremiante necesidad de una rápida solución? Son muchísimos, pero como hacer un análisis de todos ellos sería más bien propio de un libro, que no de un artículo periodístico, me concretaré a señalar nada más que el primer y principal problema, el de la cristianización.

Tarea más que ardua y difícil es la que el Vaticano II tiene encomendada a realizar, como es, cristianizar lo por ella descristianizado, por la sencilla razón de que los libros de contabilidad de la Iglesia arrojan un balance deficitario de dieciséis siglos de despotismo sin límites, de injusticias sin fin, y de un sin número de crueldades y crímenes cometidos por ella y que por lo tanto, la Historia, como abogado acusador de esos dieciséis siglos de libertinaje eclesiástico, impedirá que la Iglesia pueda conseguir su objetivo deseado.

A través de lo manifestado oficialmente por los conciliarios en las sesiones de esos cuatro meses de Concilio, se da la impresión de que una gran evolución se ha producido en el seno de la Iglesia, de que grandes reformas, tanto de fondo como de forma, se van a realizar, y sin embargo nada hay más lejos de la verdad, es apariencia, ficción, pura demagogia, adulación a las masas para mejor atraerlas hacia su seno; causa risa y cólera a un mismo tiempo lo manifestado por Juan XXIII un mes antes de la apertura del Concilio: «Las miserias de la vida social claman venganza al cielo»: ¡Qué frase más emotiva para encandilar incautos! Sepa Juan XXIII en primer lugar, que la palabra *venganza* cuadra muy mal y dice muy poco en aquel que la pronuncia; en segundo lugar, que si es esa la *moral cristiana*, es una moral depasada por los tiempos, por considerarla como residuos de la antigua ley de Talión, moral que todas las filosofías rechazan por cruel e inhumana, y por último, que el pueblo no se hará eco de tal frase por emotiva que ella sea, porque considera que no es más que un canto de sirena: Todavía éste recuerda, perfectamente, que en esos siglos de la Edad Media, en que la fuerza de la Iglesia era la determinante en todos los órdenes de la vida, *las miserias sufridas por el pueblo fueron las más sublevantes e indignas* que haya conocido la historia, porque atentaban tanto al cuerpo como al espíritu — dignidad. ¿Quién no recuerda el derecho de pernada, de las dos pesas y dos medidas, del derecho de vida y muerte sobre los siervos, etc., etc.? Y sin embargo, todas estas miserias no clamaron nunca al cielo, más bien al contrario, fué legalizado por la Iglesia, para unos con la bendición, y recompensado para otros con el «Bienaventurados los pobres porque de ellos será el reino de los cielos». ¡Qué ironía! ¡Qué sarcasmo es dicha frase en boca de los representantes de la Iglesia, al pensar que a ellos les interesa, mucho más que el reinado de los cielos, el reinado de la tierra y que por ello han convertido el humilde establo de Belén en el palacio más suntuoso y rico del mundo, el Vaticano, donde se encierran las riquezas y tesoros más grandes y preciosos del mundo!

Isidro ARTIGAS

(Continuará.)

COMITE de REDACTION D'« ESPOIR »

Directeur : A. TURMO
Secrétaire de Rédaction : F. MONTSENY.

Rédacteurs : P. V. BERTHIER, Edouard BRUNET, Et. GUILLEMAU.

Administrateur : J. BORRAS.

Recuerdos historicos :

Número 2

La semana trágica de Barcelona 1909

Por Angel ROJO

El 9 de agosto del mismo año caía muerto a balazos, D. Antonio Cánovas del Castillo, Presidente del Consejo de Ministros. El autor del atentado, el anarquista Angiolillo, fué ejecutado el día 20. Días más tarde el anarquista Sempau, disparaba contra el capitán Portas, que salió ileso del atentado.

En 1898, la pérdida de la guerra con los Estados Unidos, con la cesión de Puerto Rico, Cuba y las Filipinas, produjo un gran daño a la monarquía y en el prestigio del ejército. Aprovechando las circunstancias, los elementos obreros y republicanos decidieron emprender una campaña a favor de la revisión del proceso de Cambios Nuevos. El 19 de febrero de ese año tuvo lugar el primer acto, un mitin grandioso en el viejo Teatro Tívoli, de la calle de Caspe. Esta campaña de revisión duró dos años de lucha infatigable, y a favor de ella algunos aprovechadores se hicieron un nombre. Especialmente Lerroux.

No hubo revisión, porque eso de revisar la cosa juzgada es imposible en España, pero se obtuvo una amnistía condicionada, que puso en libertad a los condenados, unos siendo desterrados. La mayoría se refugió en Londres, que era por entonces la mejor tierra hospitalaria.

En el mes de febrero de 1902, tuvo lugar en Barcelona la primera huelga general, digna de tal nombre. Se decretó por acuerdo de las sociedades obreras, como acto de solidaridad con los obreros metalúrgicos que mantenían una huelga hacía varias semanas.

No hubo apenas disturbios, aparte algunos tranvías deteriorados. El paro duró tres días y el resultado poco apreciable para los metalúrgicos, pero muy animador para los sindicalistas.

El día 12 de abril de 1904, llegó a Barcelona D. Antonio Maura, quien al salir de Madrid, dijo a los periodistas: *No se me comerán.* No se lo comieron, pero a poco no lo cuenta. Un anarquista solitario, Miguel Artal, en la estación, le atacó puñal en mano, salvándole de la muerte el coraje de una sobrina del político mallorquín, la cual desvió el puñal de un sombrillazo.

Mes y medio más tarde, el 31 de marzo, el rey de España sufrió un atentado en París. Una bomba estalló bajo el coche en que iba Alfonso XIII, que salió milagrosamente ileso. Los caballos murieron despanzurrados. Se dijo entonces que los autores habían sido anarquistas españoles, pero nada se supo ciertamente.

⁂

Todavía me veo precisado a explicar unos sucesos barceloneses que acaso parezcan lejos de la Semana Trágica, pero que yo considero esenciales para reflejar el ambiente de aquella época. Me refiero a la militadada contra los periódicos *Cu-Cut* y *La Veu de Catalunya.*

En el mes de noviembre de 1905, un grupo de oficiales del ejército español, en uniforme, durante la noche, entraron, violentamente en las redaccions del semanario *Cu-Cut* y del diario *La Veu de Catalunya,* destrozando todo el mobiliario y arrojando a la calle toda la documentación, a la que prendieron fuego. Los dos periódicos eran catalanistas y, al parecer se permitían censurar a los militares españoles, los cuales no encontraron recurso mejor que aplicar directamente *su* justicia.

Aquella barbarie produjo honda emoción en todo el país, pero acaso no hubiera pasado de ahí a no ser por las consecuencias que tuvo. Es el caso que los militares, apoyados — se decía — por el rey, exigían del gobierno medidas draconianas que les protegieran contra la campaña antimilitarista emprendida por la prensa de caácter liberal. Y lo que no se atrevió a hacer el gobierno conservador lo intentó el gobierno liberal presidido por D. Segismundo Moret, el cual presentó a las Cortes un proyecto de ley, llamada de Jurisdicciones, en virtud de cual todos los delitos que tuvieran relación con los militares serían juzgados por los militares mismos. Es decir, serían juez y parte. Esto, que ahora parece cosa normal, produjo en el país una protesta casi unánime. En los medios obreros algunos militantes apercibieron el peligro y se sumaron a la campaña de protesta que habían emprendido los republicanos, los socialistas y la mayoría de los intelectuales. Pero si debo de ser verídico tengo que decir que la mayoría de los obreros se desentendieron del problema, porque, alegaban, que si bien era cierto que los militares eran malos, los otros, los catalanistas, eran unos burgueses carcundas, lo que también era cierto.

En realidad, cuantos en la nación sentían ansias de manifestarse lo hicieron ruidosamente, bien en pro, bien en contra del proyecto de ley a que me refiero. Nadie ignoraba que Alfonso XIII apoyaba descaradamente a los militares y a sus sostenedores.

El ambiente estaba muy caldeado y se producían, a menudo, episodios a favor y en contra.. Recuerdo que precisamente la noche del asalto de los militares a las redacciones de los periódicos, tuvo lugar en el Teatro Romea, sito en la calle del Hospital, el estreno del drama *El Cor del Poble,* del dramaturgo Ignacio Iglesias. Como era natural, en los entreactos se comentaba lo que acababa de ocurrir y la indignación era grande. Al final de la representación, el actor Jaime Borrás, hermano de Enrique, avanzó al borde del escenario y con su gran vozarrón, gritó: *¡Visca el treball!* La ovación duró varios minutos.

La prensa de izquierda combatía sañudamente el proyecto de ley, y, de rechazo, a los militares. Los periódicos satíricos representaban a los militares por un tipo que se hizo popular: *Don Clodoaldo,* un hombrecillo ridículamente vestido, con grandes mostachos y un enorme sombrero hongo adornado con una pluma de pavo real.

INTERNATIONALE

Libres opiniones - Proa al futuro.

No es tan fiero el leon, amigos

Vamos a ver, si logramos serenarnos un poco, digeriendo este ataque de miedo que nada dice a nuestro favor y menos aún de lo que se pretende defender.

Desde 1936 a nuestros días, han pasado muchos años en cuyo transcurso hemos tenido ocasión de vivir muchas *cosas* e interviniendo en su gran parte, por no decir en todas. Nada puede sorprendernos, más bien era de esperar, que al hacer el recuento de las experiencias vividas, no todos llegáramos a las mismas conclusiones. Una unanimidad sí que hubiera sido sorprendente y quizá más negativa que la actual discrepancia.

Cuando un militante tiene la franqueza de exponer públicamente cuáles han sido sus conclusiones y la aplicación que él cree pueden tener para el porvenir, realiza un gesto que los demás deben de agradecerle. Siempre es preferible discutir y más fácil de entenderse con un hombre que sabes cómo piensa, que con aquellos que se erigen en esfinges sin saber a punto cierto si lo hacen por no tener nada que decir o en espera de ver por dónde soplará el viento. El cumplir «acuerdos mayoritarios», es la manera más cómoda que se conoce para no tener disgustos con nadie, y morir con la aureola de «militante integral». Tampoco podemos dejar de lado aquel militante que en «privado» tiene sus dudas, pero que, en «público», no quiere desmentirse.

En estos momentos en que nada peligra ni nada puede ser desviado, la confrontación de opiniones podría ser de un gran resultado, si nos lo proponíamos. Más que asfixiarlo es a propiciar el debate a lo que deberían tender todos nuestros esfuerzos. No creo que, a estas alturas, ningún militante tenga la pretensión de creer que el porvenir de la C.N.T. en España depende de lo que opinen las dos docenas de compañeros que llenan las columnas de nuestra prensa u ocupan las tribunas orgánicas. Si tal pretensión existiera, la decepción no sería de menor calibre.

El porvenir de la C.N.T. en España lo determinarán los obreros inscritos en los sindicatos, y a través de sus respectivas asambleas. Es allí donde cada cual tendrá que ir a defender sus puntos de vista con razonamientos y no con anatemas, sin que tenga ningún valor argumental decir «vengo del exilio». Al salir de España, allá se quedaron las estrellas, galones y credenciales de toda clase. El hombre entró sin más valor cotizable que el que podía valer por sí mismo en el orden moral e intelectual. Al regresar, aquí se quedarán todos los dictámenes y ponencias acumuladas. Lo único de valor positivo que el exilado llevará a España es lo que haya podido conservar de lo que trajo de allí y lo que haya podido superarse durante el exilio. Todo lo demás, es simple literatura y de la más barata.

Admitiendo que se llegara a reducir a silencio todas las voces que no gustan ser oídas, no se resolvería el problema ni se evitaría lo que evitar se pretende. A los militantes condenados a silencio en el exilio, nada ni nadie podrá impedirles de presentarse a las asambleas de su respectivo sindicato para exponer y defender sus concepciones. En este momento, que será el de la «verdad», no tendrá ninguna eficacia decirles que se «vayan a otra casa»; ellos responderán, y con razón, que se encuentran en la suya tanto como nosotros en la nuestra. Además, los trabajadores tampoco permitirán que se les impida conocer una opinión que junto con las demás serán otros tantos elementos de juicio, para determinar el camino a seguir. Es inútil, pues, pretender estrangular un debate que no puede evitarse. Todo lo más que se podrá lograr es envenenarlo. Si los militantes del exilio logramos establecer el «denominador común» de nuestras opiniones, tanto mejor. De no ser así, quiéranlo o no tirios y troyanos, serán los trabajadores de España quienes lo establecerán.

Ensayemos de ver el problema desde otro ángulo.

Bien está que se defienda el pasado, si se considera que sigue conteniendo la virtualidad de otros tiempos y que permitieron resistir todos los vendavales que encontró en su camino. De ser así, no se comprende que a alguien se le pongan los pelos de punta y se reaccione con tan poca elegancia ante cualquier voz que, a nuestros oídos, suena a falso. Si nuestras concepciones solo se pueden sostener a condición de no permitir que nadie las discuta, es un procedimiento más vecino de Roma o Moscú que de Acracia.

Llevo cumplidos mis cuarenta y cinco años de militante. Desde entonces que oigo hablar de militantes «políticos», «reformistas», «aburguesados» y demás variantes de nuestra flora dialéctica. La experiencia ha demostrado lo injusto y la ligereza con que se han distribuído, en la casi totalidad de los casos, tales calificativos. Esta constatación, debería obligarnos a ser más discretos al calificar a los militantes. Creo que podríamos darnos por bien satisfechos si pudiéramos continuar disponiendo de militantes tales como José Villaverde, Salvador Seguí, Juan Peiró y otros «reformistas» por el estilo. La militancia no perdería el tiempo en leer o releer los dos estudios («Trayectoria de la Confederación Nacional del Trabajo — Ideas sobre Sindicalismo y anarquismo», así como el prólogo de Felipe Aláiz), de J. Peiró, que, apesar de los años pasados desde que fueron escritos, continúan tan frescos como el primer día.

Militantes que han propugnado por orientaciones diferentes de las establecidas en la C.N.T., siempre los hemos tenido. Militantes que nunca se han reclamado del anarquismo, también. Lo que no ha impedido, ni a unos ni a otros, el tener una actuación sindical eficaz, destacada y honesta como el más ortodoxo militante. Lo único que tiene un valor positivo es la honestidad personal del militante, más que sus opiniones. El choque de interpretaciones sólo puede ser negativo cuando la pasión reemplaza el razonamiento que ha sido el telón de fondo de las escisiones que hemos sufrido. Procuremos no tropezar por tercera vez, de la cual no se salvaría ni el apuntador.

Nadie puede negar a los anarquistas el haber sido los fundadores de la C.N.T. ni el haber dado, por ella, todo cuanto tenían por dar. Y nadie puede negarnos el derecho de seguir siendo la minoría influyente dentro de la vida sindical confederal.

Ahora bien, queridos compañeros, el haber sido, no es una razón suficiente para pretender seguir siendo. Si fuimos es por haber sabido responder a lo que la realidad exigía de nosotros. Si queremos seguir siendo, es a condición de saber corresponder a lo que la realidad exigirá, una vez reincorporados en España. De no ser así y pese a nuestro glorioso pasado, seremos reemplazados por otra minoría activa que habrá sabido conquistar la confianza que los trabajadores españoles habían depositado en nosotros durante medio siglo.

No nos balanceemos tanto sobre el pasado. Procuremos vislumbrar el porvenir, que no se puede concretizar en fórmulas matemáticas ni pueden alinearse varios de sus contornos. Este ejercicio será mucho más positivo, garantizará mejor nuestra condición de minoría influyente, que seguir mirándonos con recelo y dormir con un ojo abierto por miedo

(suite en page 6)

Comentario

Tales para cuales

USTEDES saben, amigos lectores, que todos los años, al aparecer en el almanaque la hoja anunciando el 28 de diciembre, dia de los Santos Inocentes, rememorativo de la degollación de multitud de niños, atribuída a Herodes, rey de Judea (hacia el 624 antes de J.C.), en España, como en otros lugares, se acostumbra a usar de las más diversas bromas, a título de inocentadas, no sólo en el área meramente verbal de unos a otros, sino que la Prensa, entrando a la parte, también suelta las suyas. Si bien ahora se advierte que los muchachos del periodismo caudillal, por estar hechos con estarcido, no tienen el garbo de los de antes de la aparición del «asom broso» Caudillo para ingeniar inocentadas, como la fraguada, hace muchos años, por un diario madrileño — creo que fué «El Imparcial», periódico matutino, el cual dejó la escena periodística hará unos ocho lustros, si no falla mi memoria — publicando en primera plana, en letras muy gordotas y una «foto» bien amañada, la noticia del hundimiento del Viaducto, motivando que casi medio Madrid se lanzara en tromba a la calle de Bailén a contemplar los «restos» del conocido puente, que, a gran altura, atraviesa la madrileñísima calle de Segovia. ¡Cuántos desengañados de la cochina vida sirviéronse de él, para despanzurrarse contra el adoquinado de tan populosa y antigua arteria madrileña!

O aquella otra anunciando la misteriosa aparición de un tiburón en el estanque del Parque del Retiro, que atrajo a infinidad de bobalicones, ansiosos de ver al feroz pez marino, de cuerpo fusiforme de gran tamaño y de unos cinco metros de longitud. O la de que tal tienda, en obsequio a su clientela, daría, por sólo un real, una libra de longaniza a cuantas personas entrasen en el establecimiento, entre las nueve y cuarenta y cinco y diez de la mañana, ni minuto antes ni minuto después.

Fácil les será a ustedes imaginarse la escenita que se originaba. El dueño, asustadísimo por el alud de público que invadía el local, profiriendo gran alboroto y dándose tremendos empellones, haciendo crujir a mostradores y estanterías, requería la intervención de los guardias, los cuales ponían las cosas en claro y la gente marchaba riendo y celebrando el buen humor de los periodistas de la Villa y Corte. Claro que ello no impedía que se dijeran cosas como: «¡Amos», que a nuestra edad, «seña» Patro, haber *picao* en la «inocentá», «tié» gracia! — Pues, hija, yo no le veo la gracia. Se la podían haber *dao* a su tía! — «S'ha» *fijao ustez* cómo se aprovechaba de las apreturas el pollo que estaba detrás de mi? Como que si no hubiera sido porque estaba tan «apretujá» y no podía mover los brazos, le arreo tal «guantá», que «tié» que ir a la Moncloa a buscar las narices. — Ay, Nemesio de mi alma, que *«m'han» robao* el portamonedas! — Te está bien *empleao*, so lechuza, por creer que los comerciantes dan duros a peseta!

Pero descontadas esas minucias, el regocijo imperaba en todos. Y así, cada año, en tal día, danzaban por toda España inocentadas a granel, pues la agudeza española no es privativa de un solo lugar.

Si bien es cierto que antes había «frescales» que se aprovechaban de ese día para sablear algunas pesetillas a los amigos, y luego, amparándose en «los santos inocentes te las paguen», se las gastaban alegremente, riéndose aún de la candidez de los sableados, es dado reconocer que los «frescales» de hoy no precisan de esa fecha ni de tales sabiazos, ya que todos los días se llenan los bolsillos hasta reventarlos, utilizando las poltronas del régimen. Por eso, si antes la esposa, la madre o la hermana, que, por ser mujeres, son más despabiladas que el hombre, en ciertas lides, le decían a uno, al salir de casa : « Ten cuidadito, no vayan a darte la «inocentá», ahora lo callan, porque las «inocentás» son muy otras, y a diario.

Pues bien, como en este mundo todo tiene explicación, hasta la permanencia de don Paco, que radica en ese «interés de defender la libertad de los pueblos a vivir sin el yugo de la tiranía», tal ha dicho Kennedy a los representantes de los seis países de Centro América, reunidos en San José de Costa Rica, lo escrito precedentemente por mí, obedece a que, días atrás, al venir a parar a mis manos «La Voz de España», de San Sebastián, y ver en la página 9 de ese periódico «Por Dios, por España y por Franco», cual reza al pie de su título, la reproducción de «Mundo Obrero», y siendo notorio que las autoridades franquistas meten en chirona, por largos años, si no le desuellan vivo, a quien hace la menor propaganda contra la «democracia orgánica» del Caudillo, me dije «¡Caramba!, ya es

(Suite en page 6.)

Hubo bastantes procesos por injurias al ejército, pero invariablemente los tribunales absolvían a los periodistas encartados. Esto desesperaba a los militares y sus partidarios, que reclamaban de Madrid la pronta aprobación de la ley de excepción.

En aquella ocasión, Lerroux, se desenmascaró impúdicamente,, pues que a pesar de tratarse de un proyecto tan draconiano y antiliberal. emprendió en su prensa una campaña favorable al proyecto. Indudablemente obedecía las órdenes de su amo Segismundo Moret.. Por cierto que en su desfachatez, llegó a pasearse por la Rambla llevando en cabeza un sombrero de paja luciendo una amplia cinta bicolor rojo-gualda. Al pasar por delante de los puestos de las floristas, algunas se dieron cuenta de la provocación y después de aplicarle adjetivos malsonantes acabaron por desensombrerarle. El *héroe* tuvo que tomar un tranvía para salvarse de las iras femeninas.

Cuando en las Cortes empezó la discusión del proyecto de ley, los diputados republicanos se pusieron al lado de los catalanistas, destacando en sus intervenciones Nicolás Salmerón, Rodrigo Soriano, Luis Morote y otros que ahora no recuerdo. Además de la discusión en el hemiciclo, se abrió una información pública ante una comisión parlamentaria, para que, quienes quisieran, manifestaran su opinión. Joaquín Costa, el gran polígrafo, medio paralítico, llegó a Madrid desde Graus y pronunció un formidable discurso en contra.

A pesar de todo, y como era de esperar, la ley se aprobó y fué causa de muchos procesos y encarcelamientos, no siendo los escritores anarquistas los menos perjudicados, sino al contrario.

***

La prensa de Barcelona de la noche, del día 30 de mayo de 1906, publicó una noticia que causó estupefacción general a todo el mundo, y a mi, particularmente, me llenó de asombro. La noticia era que un anarquista catalán había lanzado una bomba al paso de la comitiva que regresaba del casamiento del rey Alfonso XIII con la princesa Victoria de Batemberg. Había muchos muertos y heridos, pero los reyes habían salido ilesos. Al siguiente día se supieron más detalles. La bomba o las bombas, habían sido arrojadas sobre la carroza real desde un balcón de una casa de la calle Mayor, y se afirmaba que el autor del atentado era un catalán llamado Mateo Morral. Y ese nombre fué el que causó mi asombro, porque yo conocía a Morral y jamás me hubiera podido figurar que fuera capaz de ser terrorista. Véase por qué conocía a Morral.

Por entonces la Sociedad de Albañiles y Peones sostenía una escuela para adultos instalada en la plaza de Santa Catalina, de Barcelona. Y yo, muy atrevidamente, era profesor auxiliar, aunque la verdad era que me sentía bastante cohibido al enseñar las letras a hombres ya de pelo en pecho, yo que no tenía pelo de barba.

Todos los libros y material escolar era facilitado por la Escuela Moderna, y ese era el motivo de que yo tuviera que acudir muy a menudo a dicha escuela y de que tuviera que entrevistarme con Mateo Morral, que era precisamente el encargado de ese servicio. Morral era un joven muy reservado, que mejor parecía un seminarista que un libertario. Era hijo de un fabricante de tejidos de Sabadell, pero sus ideas le habían apartado de su familia.

Aquel atentado y el proceso que le siguió, requerirían, también, mucho espacio; por ello resumiré lo más esencial.

Todos los indicios conducen a clasificar aquel atentado entre los cometidos por un solitario. Morral llevó a cabo todos sus preparativos sin contar con nadie. Se trasladó a Madrid y encontró una habitación en la calle Mayor, precisamente en el curso que tenía que seguir el cortejo de la boda real. Arrojó las bombas ocultas en unos ramos de flores, y después, aprovechando la confusión, salió a la calle y se dirigió directamente a casa de D. José Nakens, un viejo republicano que publicaba un semanario muy popular titulado *El Motín*, de tendencia primordialmente anticlerical. En una ocasión Nakens había publicado un artículo justificando el magnicidio y asegurando que, si llegara el caso, él protegería a un regicida. Ateniéndose a esa opinión, Morral se presentó a Nakens y le manifestó que acababa de atentar contra la pareja real y venía a pedirle que hiciera honor a su opinión. Nakens, es claro, se quedó viendo visiones, pero su amor propio se puso por encima de sus aprensiones, y sin dudar, después de recortar con sus tijeras el bigote de Morral, le condujo a casa de un amigo, obrero, al cual explicó que su acompañante era un viajante catalán que tenía miedo de que le tomaran por el autor de un atentado que se acababa de cometer, y él, Nakens, le pedía a un amigo que le diera asilo por un par de días. Al menos esto fué lo que declararon el obrero y el periodista ante la policía. Morral, pues, quedó en aquella casa, pero al parecer, al darse cuenta de la magnitud que había tomado su acto y del peligro que corría aquella familia que le albergaba, decidió marcharse y así lo hizo.

Nadie se ha cuidado de explicar, si lo sabía, donde estuvo Morral hasta el día 12 de junio, día en el que se encontró con un guarda jurado, en plena carretera, cerca del pueblo de Torrejón. Se supone que el guarda le había interrogado y que Morral disparó contra él, suicidándose después, ya que se habían encontrado los dos cadáveres en la carretera.

La policía pudo seguir fácilmente una pista por el hecho insólito de que Morral dió sus verdaderos nombre y apellido en la casa de la calle Mayor, y es más, como domicilio indicó el de su padre, el fabricante de Sabadell.

El hecho de ser Morral un empleado de la Escuela Moderna fué aprovechado inmediatamente para acabar con aquel centro de cultura que era la pesadilla de los clericales españoles. Su director, Francisco Ferrer, fué detenido y trasladado a Madrid y el establecimiento clausurado, lo mismo, es claro, que las sucursales que tenía en la ciudad. Yo pasé mi miedo durante algunos días a causa de mi cargo en la escuela de la plaza de Santa Catalina, pero afortunadamente nada me ocurrió, sin duda por no constar mi nombre en parte alguna. Casi todos los colaboradores de la Escuela Moderna sufrieron detenciones e interrogatorios. Finalmente, el proceso quedó limitado contra Ferrer, como inductor y Nakens y dos obreros madrileños como encubridores.

(Continuará.)

DE TOUT ET POUR TOUS

Libres opiniones

LO ABSURDO

Quiero seguir siendo utópico y me niego a escoger lo que otro me promete. No quiero para mi idea, nada que la desmerezca, ni que la obligue a cambiar de posición. Yo no opto por aceptar lo que después me servirá de esclavitud. No soy un vencido, sino un convencido. No me interesa lo sofístico y como para vivir.

Quizás es el hombre un ser que debe aceptar obligadamente aquello que más tarde le ha de servir de sufrimiento? ¿Quizás hay en el hombre la predisposición a dejarse dominar por las circunstancias o es el producto de los accidentes sociales lo que le obliga a acatar aquello que antes desechó por nefasto a su finalidad?

¿Por qué ha de estar en la opción la salvación del todo cuando este todo no está salvado, sino simple y momentáneamente mejorado? No seamos prestigitadores del pensamiento y digamos sin sonrojo, que no valemos lo que somos y somos lo que no valemos. Hermosa, brillante y clara es esta afirmación, si es el hombre quien la lanza a todos los vientos y no la dialéctica moderna, que no es la empleada por los griegos en tiempo de Sócrates, Platon y otros filósofos, porque si la dialéctica (en griego, día, al través, y légo, hablar) es el arte de hablar, conversar, discutir, o el impulso que nos mueve en la investigación de la verdad, no ha de emplearse como sujeto disociador, sino como factor altamente emancipador de todas las herejías.

También se conoce a la dialéctica como la ciencia del raciocinio y sus leyes. No la quito tal mérito; pero el hombre la usa distintamente a como debe de ser usada. No soy dialéctico, no profeso esa ciencia o arte; hablo y escribo sin sujetarme a normas de ninguna clase que puedan perjudicar a la colectividad humana, porque hay en mi la idea de libertad, y nunca la disfrutaré si los demás no la disfrutan.

Elegir, escojer, seleccionar, todo será bueno para el hombre, si su dignidad es dignidad, no hipocresía. Todo será malo si por optar el MAL MENOR deja de ser hombre. Esta es la cuestión que diariamente se presenta al hombre en sus elucubraciones y quebrantos; en sus reflexiones y actividades; en sus coloquios y amonestaciones; en sus diatribas y contemplaciones, sin haber conseguido aún, matar el absurdo que le rodea, porque es ilógico, disparatado y falso aceptar lo que ha de disminuirle en parte o en todo a los ojos de la verdad y de la razón.

Pero todavía no ha llegado el hombre a desmenuzar escrupulosamente el contenido del absurdo, y por esa condición se vé la sociedad en el trance de mantenerlo, repercutiendo asombrosamente en las tendencias políticas y sociales de este pueblo o aquella Nación, porque, como dijo Platón: «Nuestras palabras no corresponden a nuestras obras ».

¿Por qué estoy aquí y no donde debo de estar? ¿Por qué no estoy donde debo de estar y estoy aquí? Por haber aceptado el MAL MENOR, me encuentro sin personalidad y soy un hombre desprestigiado por el hombre. Por haber escogido lo que debí haber extirpado, estoy en inferioridad al semejante que me compadece de mi sumisión al enemigo.

Optar por aquello que, a la corta o a la larga, ha de perjudicarnos, es injusto aunque sea humano. Es absurdo, aun que no lo parezca.

Jamás organización alguna que se precie de evolucionada, de responsable de sus actos, tendentes a establecer una sociedad donde no exista lo tuyo y lo mío, puede renegar de su yo, de su existencia, optando por el menos y no por el más. Quédese esto para las organizaciones «practicistas», sin espíritu de lucha, ni ansias de renovación, no para las colectividades, grupos y asociaciones descontentadizas, revolucionarias, sociables en todos los aspectos, sin la dialéctica marxista, ni otras «dialécticas arrancadas del marxismo, de su materialismo histórico, su plus valía y su ambición de poder.

Dar un paso. ¿Que paso y como debe de ser ese paso que ha de darse para acercarse uno cada vez más de nuestros propósitos? ¿Donde está esa facilidad de selección que permita al hombre descargarse del peso milenario que le aplasta, del absurdo que le acogota, de los prejuicios que le minimizan y le ridiculizan? En el mar menor no está eso, sino que este mal menor es el causante de que el hombre se encuentre imposibilitado de actuar como deberia de hacerlo, no como él hace que proceda. Nunca se llegará por ese camino a dar un paso más hacia adelante, porque eso es retaguardia o estancamiento, no vanguardia o avance. He aqui la desdicha o infortunio de la humanidad. He ahí la continuidad de esta sociedad absurda.

Lo que es increible, deplorable y lastimoso, que todavía se propague la teoría del mal menor como panacea salvadora, cuando, en realidad, no es más que el absurdo en acción.

Y si por salvar dos, perdemos el resto, entonces no hemos salvado nada.

No considero saludable para las ideas que el hombre, en un momento de irreflexión o de cobardía, acepte el absurdo como mal menor, ya que lo que éste consigue pierden aquellas. Mucho peor aún si transciende a la organización en general y a la que siempre perteneció.

La historia está llena de ejemplos, y yo recojo de la historia todo lo que ilustra mi pensamiento, para no caer nuevamente en el error. He aqui el mejor paso que debemos dar en beneficio de la Confederación Nacional del Trabajo y de su federalismo demoledor y constructivo.

MINGO.

Libres opiniones

Sobre el trabajo colectivo

(Continuación

Los diferentes aspectos que comporta el trabajo en colectividad, le llevarían a uno tan lejos como quisiera, exponiendo puntos de vista, apreciaciones y constataciones. Y, naturalmente, nos da motivo para volver un tanto atrás, para hablar un poco de nuestras Colectividades, tan denigradas y perseguidas por el feroz odio político que todo lo desfigura intencionadamente y de forma calculada. Se dijo, para justificar los métodos criminales contra ellas empleados, que sus componentes habían sido obligados a ingresar en las mismas por toda una serie de amenazas y coacciones. Lo cierto es que tales alegatos eran completamente falsos y engañosos. Nos libraremos bien de afirmar que todos los componentes estábamos bien preparados y entrenados para el trabajo y vida colectivos; mas de eso a asegurar que se obligaba a quienes ningún deseo tenían de ingresar, media casi un abismo. A unos les decidió el que, careciendo de la tierra suficiente para su sustento, creían que, con el tiempo, se llegaría al reparto de lo incautado; eran los egoístas impenitentes, muchos de los cuales ni siquiera habían tomado parte en la lucha contra el fascismo, pero pretendían aprovecharse del triunfo de la Revolución; eran *individualistas* sin convicción alguna, desprovistos de otro bagage que su egoísmo sin límites, esperando un día convertirse en propietarios.

Otros eran precisamente dueños de terrenos que no podían cultivar por sí mismos y entre éstos de dos clases: los que trabajaban al mismo tiempo que explotaban cuanto podían a los «pobres sin tierra»; y los que, grandes propietarios, jamás habían probado siquiera lo que representaba el «ganarás el pan con el sudor de tu frente», propagado — que no practicado — por los vividores de la «cristiana» religión y que, como no eran fascistas acabados, tampoco habían pasado al lado faccioso, ni eran capaces de trabajar aún lo imprescindible para su sustento y el de los suyos. Naturalmente, a éstos no les quedaba otro dilema que ingresar en la Colectividad, o morir de gandulería. Para éstos la prueba fué dura, no imposible, ya que a nadie se exigió hiciera más de lo que era capaz.

Algunos se fueron adaptando; otros prefirieron sembrar la desconfianza, la desavenencia, la confusión y, al abrigo de ésta, se fueron accercando a partidos, entre los que el comunista fué enemigo principal de las colectividades, al no poderse apoderar de ellas.

Esa es la verdad y no otra, digan lo que quieran quienes ni siquiera conocían nuestra forma de trabajo, reparto e intercambio y si nos combatieron por todos los medios, a cual más bajo y traicionero, fué por odio y siguiendo «consignas» foráneas, mientras con su actitud y comportamiento iban alentando y favoreciendo la contrarrevolución que ellos mismos ya comenzaron a practicar desde que los rusos, con buenas palabras y hechos detestables, comenzaron a invadir todo, dando la sensación de ser los únicos que podrían salvarnos... ¡Caro nos costó ello! (Caro le está ya costando también al pueblo cubano y por ello estuvimos y estamos contra la intromisión comunista internacional en Cuba. Hay que haber conocido lo que es la «ayuda rusa» para poder hacerse una idea exacta de hasta donde son capaces de ir, de lo que son capaces de hacer para triunfar en sus totalitarios designios, propósitos e intenciones.)

Ahora ya hasta se nos pretende demostrar que el colectivismo fué un error y un fracaso, apoyándose en que algunos intentos, aquí, han sido por demás desgraciados. Lo cual prueba bien poco. Todo lo más la falta de preparación, o de escrúpulo, o la indispensable dosis de afinidad, comprensión, tolerancia y conocimiento mínimo de la tierra, su calidad y posiblidades. Los desaprensivos que tanto vilipendian la forma colectiva de vida y trabajo, *olvidan* adrede indicar que aún persisten pequeños grupos que practican el colectivismo, demostrando palpablement que, aún en régimen capitalista y fuera de Israel, es posible y viable, cuando existe convicción y deseo exentos de egoísmo e imposición personal o familiar. Y eso aún sin poseer grandes extensiones de tierra, ni medios de producción moderna.

Basta para ello la mejor disposición de ánimo, sentirse capaz de prescindir del explotador, estar al mismo tiempo dispuesto a practicar el apoyo mutuo, la solidaridad, ser idealista sincero, en una palabra.

O sea, lo contrario de los que entre ser explotado o explotador, optaron por lo segundo, con lo cual perdieron mucho, por no decir todo, lo que de idealistas tuvieran anteriormente. Algunos de éstos seguramente propagaron en España en favor de las Colectividades, o de la Socialización, mas una vez fuera, al contacto con otra realidad, prefirieron lo otro, la explotación, la buena vida a costa de los otros. Todo cuanto pretendan por reivindicarsen dando dádivas que tienen mucho de limosnas, será punto menos que inútil; ya no podrán, por el camino emprendido, volver a ser lo que fueron o — algunos — dijeron ser. Lo perdido idealmente, con gran dificultad se recupera, ni siquiera con todo el oro del mundo.

El verdadero idealista no busca enriquecerse, sino compartir con los demás el trabajo, la producción y los frutos obtenidos. La Colectividad es todo lo contrario de la explotación particular, personal, a espaldas del prójimo, no importa su color, su raza o su idioma. Contra esa explotación ha de estar siempre el idealista internacionalista, o su ejecutoria, dudosa, se desmentirá a sí mismo en desdoro de la Idea a la cual dice deberse. Otra alternativa no cabe; las excepciones son extremadamente raras.

Noticias interesantes relacionadas con España

Reproducimos del Servicio de Información de O.P.E.

ACUSACIONES CONTRA ITALIA

NUEVA YORK. — Dice Mr. Paul Hofmann en el «New York Times», que las periódicos españoles acusan a Italia de albergar a extremistas de izquierda enemigos del generalísimo Franco y de que dicho país tolera su acción terrorista.

La campaña de prensa contra Italia viene después de las bombas que fueron descubiertas en las oficinas de Roma de una asociación cultural española y en la compañía aérea «Iberia».

Estos ataques tienen relación con las amenazas de una acción terrorista que han sido formuladas en Madrid por una organización clandestina de anarquistas.

«Manifestó un funcionario español que Italia concedió el asilo político a unos emigrados españoles que tuvieron que salir de Francia, después de un acuerdo habido el mes de enero entre la policía de París y la de Madrid.

«La embajada de Italia en Madrid ha declarado no haber recibido ninguna comunicación oficial referente a complots antifranquistas. Un diplomático italiano hizo notar que Italia había ofrecido asilo a emigrantes españoles, pero hizo también notar que todo viajero provisto de un pasaporte válido puede entrar en Italia.

«En los últimos meses — añade Mr Hofmann — las relaciones entre España e Italia se han deteriorado velozmente. Los periódicos españoles presentan habitualmente al gobierno de centro-izquierda de Italia como hostil a España y bloqueando sus esfuerzos para estrechar lazos con el resto de la Europa Occidental.»

«Arriba», de Madrid, ha dicho en un despacho procedente de Roma que la capital italiana corría el riesgo de que se le considerara como el centro europeo de los terroristas y de los comunistas.

«La opinión pública española parece mostrarse particularmente sensibilizada por el papel de los anarquistas en la supuesta ofensiva contra el régimen de Franco.

«El anarquismo es un movimiento político que vino a España procedente de Italia hace un siglo y que echó profundas raíces principalmente en Cataluña y en el sur. » (1).

La prensa de Madrid ha hecho público que los observadores extranjeros en la capital recibieron una declaración procedente de una organización anarquista clandestina diciendo que los regímenes de España y Portugal estaban siendo apoyados por el turismo y anunciando una acción encaminada a evitar que los extranjeros se dirijan a la península a pasar sus vacaciones.»

---

(1) N.D.L.R. de «ESPOIR. — Mr. Hofmann, despistado como todo buen americano en lo que al anarquismo español se refiere, ignora que cuando a España llegó Fanelli existían ya grupos de hombres que habían leído a Proudhon y a Bakunín. Ignora también que en España existen anarquistas desde tiempos inmemoriales: Cervantes, en ciertas páginas del «Quijote» formula definiciones ideológicas completamente anarquistas.

Mr. Hofmann, evidentemente, es un informador periodístico del momento, que no está obligado a conocer a fondo la historia de las ideas y de las organizaciones.

Tales para cuales

(Suite de la page 5.)

hora de que la prensa acaudillada lanzara alguna inocentada de aupa. ¡Cómo se ve que el ministro de Información es otro! Pero mi ilusión quedó fallida al comprobar que la fecha del periódico guipuzcoano era la del 26 de febrreo.Y presintiendo cosa rara leí:

«...la casualidad ha puesto en nuestras manos el número 2 (año XXXIII) correspondiente a la primera quincena de enero, de la publicación — clandestina... — del órgano del Partido Comunista Español «Mundo Obrero»... donde por vez primera se ha publicado el texto, antes de adoptar la forma de hoja volandera». Y para «que todos estemos adecuadamente informados... No vacilamos en publicar a continuación el texto íntegro de «Mundo Obrero»... Ahí están todas las consignas del Partido Comunista para España en general... Se insinúan cuestiones de productividad... pues todos somos propensos a pensar, cuando llegamos cansados a nuestros hogares, que quizá estamos trabajando demasiado. Hasta aquí algunos retazos de lo escrito por la Redacción de «La Voz de España», con diestra intención de airear la propaganda comunista, sin riesgo de prisión; por algo son ellos.

¿En cuanto a «Mundo Obrero»?, pues los campeonísimos de los movimientos reivindicatorios del pasado año y de cuantos haya en adelante. Puesto que «La Oposición Sindical Obrera posee un programa que fué reelaborado y convalidado por los propios trabajadores en las huelgas de abril y mayo, por el que luchamos y lucharemos (desde Radio Praga)...», así cómo por las «Libertades sindicales... en tanto no sea posible la existencia de una central sindical única (otra vertical, pero de distinto color), de clase independiente y democrática.»

He aquí cómo el azul falangista combinado con el rojo de la hoz y el martillo, forman ese violeta franco-comunista tan apreciado y cotizado por la Casa Blanca, por ser tales para cuales.

¡Y que aún se dude del «anticomunismo» de don Paco! ¡Qué vergüenza!

Salvador INIESTA

PROA AL FUTURO

(Suite de la page 5.)

de que nos quiten una silla, que tan mal estamos defendiendo.

No nos dejemos dominar por la pasión. Demos todas las facilidades para que cada militante exponga sus inquietudes y señale las perspectivas que prevé para el porvenir. Nada hay a perder y mucho a ganar en un debate cordialmente sostenido, con la seguridad de que llegaremos a la conclusión de que las discrepancias ni son tantas ni tan irreconciliables como se supone. La C.N.T. nunca ha sido desviada del norte que se señaló al constituirse. Nada permite creer que pueda serlo en el futuro, si la minoría influyente, en este caso los anarquistas, saben cumplir con su deber.

El peligro que algunos ven por todas partes, sólo puede llegar a ser una realidad si estos militantes siguen empeñados en ver gigantes donde no hay más que molinos de viento. A veces, ni molinos. Viento solamente.

Jacinto BORRAS

Activités de nos camarades Espagnols

Fieles a nuestro sentimiento solidario hacia todos los explotados, así como hacia todos nuestros compañeros de ideología, abrimos estas páginas a aquellos que de ello tienen mayor necesidad en este momento : nuestros camaradas españoles, refugiados en Francia, privados de todo medio de expresión.

He aquí por qué «ESPOIR» acogerá a todos los españoles que se dirijan a nosotros para exponer sus problemas, pedir nuestra ayuda y, si es necesario, nuestro consejo, enviándonos sus comunicados o sus artículos en su lengua materna, ya que no conocen otra.

COMMUNIQUES

17º UNION REGIONALE - UNION LOCALE DE LYON
Permanence tous les samedis de 17 heures à 19 heures, et tous les dimanches, de 10 h. à 12 heures, à la rue St-Jean, Nº 60, LYON (5e).

FEDERACION LOCAL DE ALBI

Esta Federación Local convoca a sus afiliados a la reunión general que se celebrará el domingo 7 de abril a las 9 de la mañana, en el local de Force Ouvrière. Por los asuntos de gran interés a discutir, se requiere la puntual asistencia.

FEDERACION LOCAL DE LA ROCHELLE

La F L. de La Rochelle convoca a todos sus afiliados a la asamblea general que tendrá lugar el domingo, 7 de abril, a las nueve y media de la mañana, en el lugar de costumbre. Ante los asuntos a tratar se ruega la asistencia de todos.

FEDERACION L. DE TOURS

Esta F. L. convoca a todos sus afiliados a la Asamblea que se celebrará, el día 14 de abril, a 9h. 30, de la mañana, en el lugar de costumbre.

FEDERACION L. DE LYON

Esta F.L. convoca a sus afiliados y militantes, a la Asamblea que tendrá lugar, el domingo 7 de abril, a las 9 h. 30 de la mañana en su domicilio social.

FEDERACION LOCAL DE VALENCE-ROMANS (Drôme)

A V I S O

El Secretario de la misma recuerda, a todos sus adherentes y simpatizantes, que, nuestras asambleas generales ordinarias se celebran, invariablemente, el primer Domingo de cada mes, en el local de costumbre.

Sirva esta nota, de invitación permanente a todos los compañeros para que asistan, sin falta, a dichas Asambleas. Solamente en el caso de una reunión extraordinaria se avisaria, particularmente, a cada compañero.

El Secretariado.

F. L. DE MACON

Se ruega a todos los compañeros su asistencia a la próxima reunión que se celebrará el domingo, día 7 de abril, a la hora y lugar de costumbre, por haber asuntos de interés a tratar.

En espera de vuestra asistencia, os saluda, por la F. L., *El Secretario.*

⁂

FEDERACION LOCAL DE OULLINS

El Domingo, 7 de abril, a las 9 h. 30, reunión de la militancia de esta F. Local de Oullins, en el local de calle Montesquieu, nº 22, Lyon.

Que los compañeros se den por enterados.

EL COMITE.

◆

PARADEROS

Se desea saber el paradero de Teodoro Castillo, que es de DANCA (Guadalajara). Entró en Francia en 1939.

Quien pueda dar noticias, (o el mismo), dirigirse a Sánchez Maurice, 6, rue Muletière, Saint-Etienne, (Loire).

◆

Se desea saber el domicilio de Pascual Pastor, que en 1958 residía en Chalabre (Aude). Dirirgirse a José Fernández, 10, rue Saumenude, Bordeaux.

GRAN CONFERENCIA EN BEZIERS

El domingo, día 7 de abril, a las nueve y media de la mañana, se celebrará, en el Cine Variétés, la conferencia de clausura del ciclo de conferencias de esta Local, a cargo de la compañera

Federica MONTSENY

en la que tratará sobre el tema : *«Pasado, presente y futuro de la C.N.T. en España».*

Invitamos a todos los antifascistas y esperamos de todos la máxima y puntual asistencia.

EN TARBES

La Alianza Sindical organiza un ciclo de conferencias en el plano interdepartamental. La primera tendrá lugar el día 7 de abril, a las 10 de la mañana, en la sala de reuniones de la Alcaldía y correrá a cargo del compañero Peirats, que disertará sobre el tema: *«Principios y finalidades de la Alianza Sindical antifranquista».*

Damos cita a todos los partidarios de la Unidad Sindical y amantes de la liberación del pueblo español.

⁂

SIA

SECCION DE LA ROCHELLE

La Sección de La Rochelle organiza un Festival Internacional de Música y de «Variétés, en el plano Regional. Festival de solidaridad en favor de las obras benéficas de S.I.A., que tendrá lugar, el domingo, 5 de mayo, a las 2 h. 30 de la tarde, en la sala Emile-Combes.

Habrá Teatro, Fantasia, Ilusión, con la colaboración espontánea de artistas de renombre internacional. Entre ellos **«Les Mickbers».**

Concierto de Guitarras, clásico y moderno, por guitarristas de fama mundial. Nos reservamos los nombres, que daremos en nuestras próximas notas.

Por la mañana, a las 9 h. 30, habrá conferencia en la misma sala. El nombre de los oradores lo daremos oportunamente.

Esperamos que todos los compañeros acudan al Festival y a la Conferencia.

FESTIVAL DE S.I.A. EN PERPIGNAN

A beneficio de las obras de S.I.A. en Perpignan, el domingo, 7 de abril, en la Sala del «Centro Español», a la hora de costumbre, el Grupo TALIA pondrá en escena el juguete en dos actos del autor Alfonso Paso.

«COSAS DE PAPA Y MAMA»

Dos horas de risa continua, interpretado por los actores de nuestro simpatico Grupo local.

Esperamos mucha afluencia y la asistencia de todos los compañeros y amigos.

¡Todos al Festival!

LIBRE PENSEE DU RHONE

La Libre Pensée du Rhône, (sección de Villeurbanne) invita a todos los españoles y amantes de la libertad a oir la voz del libre pensador **Frances, H. Bordes.** Este desarrollará su conferencia bajo el título de:

«Los Dogmas contra la Ciencia»

La conferencia tendrá lugar el 21 de abril, a las 9 h. 30 de la mañana, en el domicilio social de la C.N.T. de Lyon, 286, cours Emile-Zola, Villeurbanne.

Carta de Barcelona

Querido Barcino: No sé si recordarás que allá por el mes de noviembre del año pasado, te escribí dándote cuenta de que, sin comerlo ni beberlo, los obreros gráficos nos enterábamos de que en Madrid se había confeccionado un llamado *Convenio Colectivo en Artes Gráficas y manipuladores.*

Te decía entonces, y repito ahora *sin comerlo ni beberlo,* porque ni patronos ni obreros sabían una palabra de los preparativos de tal convenio, pues que no se les había consultado para nada. Después fué pasando el tiempo y nada más supimos, hasta que el otro día en el «Boletín Oficial del Estado» ha aparecido el Convenio de marras. Como es natural, los gráficos nos hemos apresurado a leer y releer el texto publicado, y la verdad es que no hemos sacado el agua clara.

Cuando anduve a salto de mata por ese bello país que tú habitas ahora, estaba convencido que Francia era el país donde la burocracia se esmeraba más en complicar las cosas a fuerza de papel, pero hoy, al leer el Convenio de que trato, hay que convenir que los tecnócratas madrileños han superado a los franceses en una cantidad superabundante. Nos hemos juntado tres amigos, y después de toda una tarde de leer, hacer cálculos y llenar cuartillas de números, creemos haber sacado en consecuencia que el convenio no nos afecta como no sea para sacarnos más dinero en concepto de cuota sindical, seguros sociales y accidentes de trabajo.

Voy a ensayar de explicarte lo que hemos sacado medio en claro:

En materia de salarios se establecen unas tarifas evidentemente por debajo de lo que cobran la mayoría de los gráficos. Acaso salgan ganando algo los asalariados de algunas poblaciones de poca categoría.

Se prescinde ahora del sistema de categorías para establecer el de *puntos.* Estos puntos se aprecian por años y se tienen que dividir por los días de trabajo efectivo anual, descontando, es claro, las fiestas y las vacaciones. Una vez sabidos los puntos hay que valorarlos, con arreglo a la categoría que antes tenía el obrero y a fuerza de operaciones aritméticas venir a saber que el salario base que acaso te corresponda, es más bajo que el que, en realidad, percibes, pero como los cálculos para cotizar se hacen a base del salario mínimo oficial, resulta que ahora el patrono te descuenta más que antes, porque, *sobre el papel,* el salario mínimo ha aumentado. No sé si lo entenderás.

Otra mejora es el establecimiento de *un posible PLUS INCENTIVO,* a criterio de la empresa o patrono, cuyas modalidades aparecen un tanto confusas, que hemos renunciado a comprenderlas.

Y finalmente, otra novedad completamente inédita, que podemos ofrecer a los sociólogos del mundo entero. Se trata de la forma de retribuir las horas extraordinarias. Ya es sabido que en todo el mundo las horas extraordinarias se pagan con un aumento de un tanto por ciento sobre las ordinarias. Pues ahora nuestros técnicos establecen que ese sistema es muy anticuado y decretan que las horas extraordinarias se paguen, en lo sucesivo, a base de precios fijos, aumentados en consideración a los *quinquenios de antigüedad* que el obrero lleve en la casa. ¿Te das cuenta, Barcino, de la martingala?

⁂

Después de muchas órdenes, contraórdenes, gestiones directas e indirectas, fechas aprobadas y luego suspendidas, al fin estuvo en Madrid nuestro *Orfeó Catalá.*

He tenido ocasión de hablar con un orfeonista que estuvo en la villa central y el hombre estaba todavía bajo la emoción de las innumerables ovaciones que la masa coral obtuvo de los madrileños.

—Fué — me dijo — algo que no te podría explicar, muy superior a cuantos éxitos había tenido el *Orfeó* en su larguísima historia. Pero sobre todo lo ocurrido al acabar de cantar *El Emigrant* sobrepasa la imaginación. El público, puesto en pie, aclamó al *Orfeó* y al Maestro Millet, durante más de un cuarto de hora. Todo el mundo convenía en que, en aquello, había algo más que entusiasmo musical.

⁂

Toda la prensa dirigida de por aquí ha publicado la noticia de que, a pesar de que España no tiene relaciones diplomáticas con la República cubana, de Fidel Castro, muy pronto llegarán a puerto español unos barcos cargados de 40.000 toneladas de azúcar.

« Les affaires sont les affaires ».

⁂

Me complace mucho advertirte que observes la marcha de los acontecimientos — aunque sean pequeños — en este país. Notarás síntomas evidentes de que se va perdiendo velocidad, debido, creo yo, a que los intereses creados no quieren perderlo todo. A este propósito pregunté hace poco su opinión a un cierto conocido, ducho en cuestiones económicas, y el hombre me citó lo que en una ocasión dijo en París, a Balzac, el señor de Vigny :

« No crea usted, amigo Balzac, que yo aborrezca la monarquía. No tengo por ella ni amor ni odio. No se ama o se odia a su cochero. Se juzga su manera de conducir. Y si conduce mal, se le despide ».

Y hasta la próxima, amigo.

Cordialmente,

GALERIN

« U M B R A L »

Sumario del número 15:

J. Coll de Gussen: **«¿Primavera?».**

José Bergamin: **En la Muerte de Gómez de la Serna. Autopsía y Funeral.**

«L'Espreso», de Milán: **Al despota no le gustan las coplas.**

Ocho autores: **Musa americana** (8 composiciones).

Campio Carpio: **El mundo imaginativo de Diego Abad de Santillan.**

Gastón Leval: **Jean Galy (Lyg).**

Jean Galy (Lyg): **El crecimiento del Universo.**

Max Nettlau: **Sobre el humanismo de los Reclus.**

Alfonso Vidal y Planas: **Tres Luciernagas.**

Mauricio Cranston: **Un debate imaginario entre Carlos Marx y Miguel Bakunin.**

Victor Garcia: **Khajuraho. El «Kamasutra» en el apoteosis del Cincel.**

V. Botella Pastor: **Varados.**

Eugen Relgis: **De mis peregrinaciones. Entre política y cultura.**

Puyol: **El hombre que parece malo y no lo es.**

Edgar Avila Echazú: **La pintura no figurativa.**

Ignotus: **Claudio Debussy (Familiaridad con los músicos).**

Felipe Alaiz: **Opinion sobre el «Quijote».**

S. Pasamar: **La pintura Española en París.**

Precio del ejemplar: 0,80 F. Pedidos a: R. Llop, 24, rue Ste-Marthe, Paris-Xe.

NECROLOGICAS

CANDIDO ALCANIZ ha muerto

Para conocimiento de todos los compañeros de nuestra Comarcal de Valderrobres, asi como de cuantos le trataron en España durante la guerra y luego aqui en el exilio, damos la triste noticia de la muerte del que fué un excelente compañero y amigo : **Cándido Alcañiz, natural de Fórnoles (Teruel).** No era ninguna lumbrera, pero si un convencido de que solo nuestras ideas serán capaces de liberar al mundo del trabajo de la opresion capitalista-estatal; no era letrado casi, pero si un rebelde, ya desde muy joven.

Fué de los primeros desilusionados por la República Abrileña, en la cual también él habia confiado. Asi, en cuanto la ocasion se presentó, formó en las filas de nuestra C.N.T. sin titubear. Y en ella ha continuado hasta su muerte, acaecida a fines de Enero, en un pueblecito del Hérault : La Croix de Mounia, donde llevaba una vida recatada, sin apenas salir de casa hacia años, ya que la silicosis (premio que obtienen muchos mineros y otros trabajadores empleados en pantanos, canteras, etc.) le tenia bien sujeto; incluso habia quedado completamente sordo. Una complicacion inesperada surgio y tras algunos meses de mayor sufrimiento y 4 semanas de hospital en Montpellier, cuando ya iba mejorando, nos dejó para siempre. En su carta de mediados de Enero ya nos decia que la mejoria era lenta, mas nada nos hacia suponer tan rápido desenlace. Mucho podriamos decir de su vida, ningún obstáculo le arredraba y quienes hemos vivido en pueblos pequeños en España, sabemos lo que era entregarse a la C.N.T. con todas las consecuencias, hasta en plena « República de Trabajadores ».

Durante la Revolucion se comportó como el primero. Buen colectivista, para él la transformacion de la sociedad habia comenzado y nada podria evitar su continuacion. Por eso la pérdida de la guerra jamás la considero como etapa final y siempre conservo la esperanza de continuar la obra emprendida. O sea todo lo contrario de esos acomodaticios, a los cuales, años hace, ganó el pesimismo más negro. Estaba convencido que la tarea revolucionaria comenzada en Julio del 36, será continuada y completada un dia u otro.

Lo que nos ha extrañado y dolido, es que su entierro fuera catolico, pues no creemos equivocarnos al decir que él no sentia eso, ni debió pedirlo en sus postreros momentos. Claro que también aqui, en lugares aislados, la vida se complica al estar rodeados por sotanas, rutina y ambiente de temór y fanatismo y coaccion moral. De lo cual no queremos hacer responsable a nadie y menos todavia al estimado Alcañiz. Y, a pesar de todo, vaya nuestra condolencia a su compañera Librada y a su hijo.

Por la Comarcal de Valderrobres :
J. F.

« C E N I T »

SUMARIO DEL Nº 166

Plácido Bravo: El valor del ejemplo.— **Fontaura:** Armand y nuestra juventud anarquista en Barcelona. — **Federica Montseny:** Francisco Largo Caballero. — **J. Capdevilla:** Sobre política. — **M.C.:** El universo de Alaiz. — **Eugen Relgis:** Tríptico de Stefan Zweig. — **Floreal Ocaña:** De Schumann y Vatzlav Nijinsky a nuestros días. — **D. A. de Santillán:** ¿ Para que sirve el bagaje ideológico? — **Mariano Viñuales:** El desertor. — **Angel Samblancat:** La carcel de P... — **D. Cano Ruiz:** La irreligiosidad en las ideas. — **Tijeras:** Destinos repetidos. — **T. Y. L.:** Formas de la autoridad. — Un cuento de Tolstoï. — **Alberto Insúa:** El termómetro en el balcón. — **Han Ryner:** Los reflejos en el agua. — **Ibor Sisifo:** Mórir al alba. — **Eusebio Carbó:** Obstinación saludable. — **M. Celma:** La vida y los libros. — **Denis:** El filósofo.

Precio: 1,00 F. — Pedidos: 4, rue Belfort, Toulouse.

L'ETAT, C'EST NOUS

J'ai jugé utile de prendre comme titre des propos qui suivent ce slogan qui date depuis assez longtemps. Si, encore, cette affirmation n'était employée que par les vrais utilisateurs et profiteurs de l'Etat : politiciens de toutes sortes qui régissent l'Etat de n'importe quelle tendance, privilégiés jouissant du luxe au détriment des producteurs, en général tous les parasites des divers milieux sociaux, cela serait assez normal.

Mais ces gens-là, dans l'ensemble, sauf quelques rares exceptions, sont généralement assez discrets; c'est bien pour cela que ce qui suit n'est pas écrit pour eux, mais plutôt pour leurs victimes, désirant qu'elles puissent comprendre.

Ce qu'il y a de déplorable, selon les contempteurs de l'Etat que sont les anarchistes et les syndicalistes libertaires est qu'un grand nombre de démocrates, sinon tous, parmi les travailleurs, admettent et sont persuadés qu'ils font partie de l'Etat. Ils ne savent pas faire la différence entre la société et l'Etat; c'est donc par ces démocrates que l'on entend cette fameuse formule : « L'Etat, c'est nous. » Je n'aurais nullement pensé à ce slogan si, lors d'une discussion, dans laquelle je ne pouvais me dispenser de suggérer la disparition de l'Etat, lorsqu'une institutrice, assez jeune, le prononça et me confirma l'utilité, pour elle, et la nécessité, pour moi, d'une telle conception.

Ainsi, voici une institutrice, devant être en trop nombreuse compagnie, qui, dans ses leçons d'instruction civique, doit persuader les jeunes couches à qui elle s'adresse, que chacun conditionne l'Etat et, par conséquent, en fait partie. Aussi ne devons-nous pas être étonnés lorsque l'Etat organise des comédies — soit : votations, référendums et autres manifestations — que les travailleurs, dans leur trop grande majorité, acceptent d'y participer.

Voilà des raisons primordiales qui ne peuvent que nous inciter à faire connaître aux victimes les exactions de l'Etat, les actualités ne manquant pas de nous apporter des arguments favorables.

Ainsi, au moment où j'écris ces lignes, les grèves des mineurs et autres travailleurs suivent leurs cours. Parmi un grand nombre de ces travailleurs qui avaient participé à un renforcement de l'Etat et qui s'assimilaient à lui, il a fallu que des chefs de cet Etat leur demandent d'obéir, pour qu'ils s'aperçoivent que l'on se moquait d'eux et qu'ils refusent carrément.

Une telle leçon mériterait d'être constamment méditée et mise en pratique. Il faudrait que les travailleurs, sur lesquels reposent les bases du fonctionnement de la Société ne manquent pas de s'apercevoir qu'ils sont traités en victimes et qu'ils ne doivent cesser de revendiquer leurs droits normaux à la vie.

L'Etat, qui se prétend le dispensateur des ressources publiques, favorise les privilégiés aux dépens des producteurs de ces ressources. Il faut que les victimes se rendent compte des vols et escroqueries qu'elles subissent.

Malgré les faits qui crèvent les yeux, les revendications des travailleurs sont vraiment portion modique. Nous savons, et il serait très intéressant, qu'ils se rendent compte alors que l'Etat refuse de satisfaire leurs petits désirs, qu'il comble les banquiers, les agioteurs et ceux qui poussent aux dépenses, tout en voulant en profiter, pour des fabrications non seulement inutiles, mais nuisibles : je pense, entre autres, à la « force de frappe ».

Cela ne peut être que de première utilité, de faire comprendre à la classe ouvrière qu'elle ne doit pas se laisser subjuguer par l'Etat; qu'étant la principale cheville de la Société, elle doit l'éliminer, l'Etat n'étant qu'une organisation parasitaire, accaparant la plus grande partie des ressources en faveur de ses complices.

Pour mieux leurrer ses victimes, l'Etat prétend être utile en voulant organiser certaines formes de la production; or, partout où des fonctionnaires étatistes veulent gérer certaines productions, c'est la pagaye généralisée et constamment aux dépens des véritables producteurs de la base : cela ne peut être autrement avec le principe hiérarchique établi.

Des exemples foisonnent; confinons-nous dans quelques exploitations utiles, car pour les inutiles et nuisibles, il ne peut être que souhaitable : leur disparition.

Ainsi, l'Etat prétend organiser l'instruction publique; qu'en est-il? Manque de locaux et d'enseignants de toutes sortes, mauvaises rétributions pour les plus utiles. Les ouvriers et employés de la S.N.C.F. savent à quoi s'en tenir sur le fonctionnement utile de telle entreprise et le désordre qui en découle par l'ingérence de l'Etat. Pour les ponts et chaussées, il en est de même : les possibilités de circulation sont en défaut. Quant aux P. et T., cette entreprise devrait conquérir son autonomie totale : il n'en serait que mieux. D'ailleurs, cela devrait être le cas pour tous les services utilitaires : techniciens, employés et ouvriers devraient prendre en main le fonctionnement de leurs entreprises, sans ingérences étrangères, mais en collaboration avec les autres entreprises utiles pour le public.

Sur ce succinct exposé, il serait à désirer que les travailleurs prennent conscience de leurs capacités et de leurs possibilités; alors pourraient naître des organisations libres qui collaboreraient entre elles. Que les syndicats et les coopératives s'organisent librement, prennent en main toutes les entreprises de production en éliminant tous les parasites et en premier lieu : l'Etat.

Edouard BRUNET.

A l'horizon, la grande union russo-américaine

De personnes très haut placées, j'apprends que le président Kennedy et M. Khrouchtchev sont en train de discuter une proposition russe selon laquelle Kennedy abandonnerait son projet de création d'une force nucléaire de l'O.T.AN. en échange de concessions russes à Cuba, à Berlin et sur les essais nucléaires.

Ces négociations, tenues secrètes jusqu'ici, devraient plutôt être appelées des sondages parce qu'elles n'ont aucun caractère officiel. Elles n'ont pas été menées par écrit, mais par des conversations entre des représentants des deux chefs. Elles continuent avec une franchise qui étonne.

Par exemple, M. Khrouchtchev, au cours de ces échanges de vues, a fait savoir qu'il avait peur que les Allemands obtiennent des armes nucléaires par l'intermédiaire de la force multilatérale de l'O.T.A.N.

Kennedy a fait remarquer que les Allemands pourraient tout aussi bien obtenir ces armes à la suite d'un accord avec la France et la Grande-Bretagne.

Khrouchtchev a répondu que les Etats-Unis pourraient convaincre la Grande-Bretagne de ne pas céder ses secrets atomiques aux Allemands; les Français, à eux tous seuls, ne pourraient pas développer des engins nucléaires dangereux (avec système de propulsion) bien avant 1970 et, entretemps, Adenauer serait mort, de Gaulle ne serait plus au pouvoir, l'orgueil français serait rassasié et le monde entier aurait évolué.

CONCESSIONS RUSSES

Les concessions offertes par Khrouchtchev ne sont pas connues en détail. Il s'agirait de garanties satisfaisantes pour Berlin : internationalisation des voies d'accès, acceptation des garnisons occidentales.

M. Khrouchtchev accepterait un traité interdisant les essais nucléaires avec inspection. Il serait prêt à permettre un peu plus que les trois inspections concédées jusqu'ici par le Kremlin.

Cuba sera neutralisé militairement, mais il y aurait des garanties internationales contre toute attaque américaine.

Bref, Khrouchtchev propose ce que les Européens, et surtout de Gaulle, ont toujours craint : une entente russo-américaine ayant de l'attrait pour les autres nations.

Il paraitrait que Khrouchtchev a esquissé certaines autres conditions. Il voudrait que l'accord sur Berlin vise éventuellement à la création d'une zone dénucléarisée incluant les deux Allemagnes et la Tchécoslovaquie.

PAS DE RENVERSEMENT

Kennedy, fort probablement, me dit-on, rejettera cette offre de Khrouchtchev. L'accepter représenterait un renversement radical de la politique américaine.

Cela prendrait des années et des années avant de pouvoir convaincre le Congrès et le public américain que leur pays peut se fier à un accord avec l'U.R.S.S. conclu sans la participation des alliés.

Même si les alliés des Etats-Unis acceptaient de devenir plus ou moins neutres (et par conséquent beaucoup plus riches), disent les gens du Président, le public américain serait contraint de changer complètement son orientation, les militaires américains se verraient forcés de changer leur façon de penser et leurs habitudes.

Mais, surtout, à courte échéance, les soupçons de De Gaulle se verraient justifiés : les Etats-Unis auraient abandonné l'Europe.

LE SAUVETAGE

Pour le moment, toute l'énergie de la diplomatie américaine est dirigée vers le sauvetage de la conception de l'union atlantique.

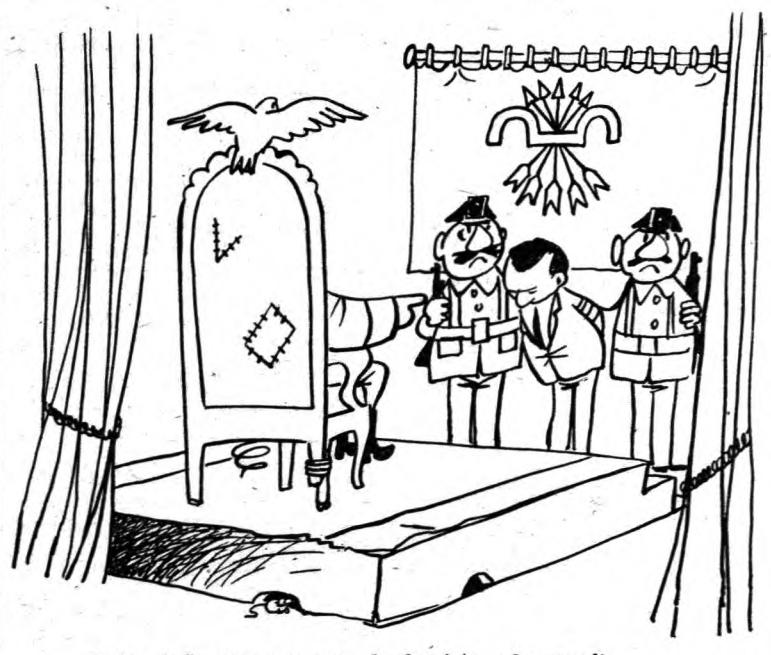
Il y en a qui admettent que de Gaulle, en détruisant l'unité atlantique, forcera, en fin de compte, les Etats-Unis à adopter la politique proposée par Khrouchtchev. Pourquoi, alors, ne pas marchander avec les Russes ?

Mais, pour la majorité des Américains, dans le grand public comme dans les milieux dirigeants, ce changement d'orientation est impensable pour le moment.

M.-P. DEAN.

En Bulgarie ne reste plus que la presse officielle et bureaucratique — l'étatisme pur — tel qu'il existe en Russie depuis plus de quarante ans, cet étatisme contre lequel, sous les tsars, luttèrent avec courage et acharnement Pouchkine, Tchernichevski, Tourguenieff, Gogol, Dostoïevski et Tolstoï, étatisme qui, plus tard, sous le communisme, submergea la Russie d'un bout à l'autre et inonda ensuite, à partir du 9 septembre 1944, notre malheureuse Bulgarie.

Nicolas STOINOFF
(Un centenaire bulgare parle.)



— Dehors! Je ne veux pas de fascistes chez moi!

Journal imprimé sur les presses de la SOCIETE GENERALE D'IMPRESSION (Coopérative Ouvrière de Production)
Ateliers : 61, rue des Amidonniers
Téléphone : 22-89-73 — TOULOUSE

Directeur-Gérant : A. TURMO

ESPOIR AIT CNT
HEBDOMADAIRE ◆ ORGANE DE LA VIe UNION RÉGIONALE DE LA C.N.T.F.

Les Livres

"LE MILLENAIRE RETROUVE"

Par Geoffrey BIBBY (1)

Conservateur de musée, explorateur de sites préhistoriques, Geoffrey Bibby s'est intéressé à un monde quelque peu négligé jusqu'à présent : celui du deuxième millénaire avant Jésus Christ.

Cette période étrange comporte quelques faits que l'on doit considérer comme saillants dans l'histoire de l'humanité : la naissance d'Abraham, l'érection des dolmes de Stonehenge, l'apothéose de l'Egypte des Pharaons, le culte de Minos, la guerre de Troie, la chute de Babylone, bref des événements dont, en dépit du temps, on n'a pas fini de parler.

L'auteur a mis l'accent avec beaucoup d'à-propos sur la fièvre de commerce, de navigation, qui a saisi les humains de cette époque. En fait, des puissances de ce temps, étaient tout entièrement tournées vers l'Océan. C'était le cas, par exemple, de la Crète, de la Phénicie.

Deux préoccupations commerciales l'emportaient : se procurer le bronze dans le Midi et l'ambre et les fourrures dans le Nord.

Bien sûr, l'ouvrage est extrêmement touffu, puisqu'il vise à retracer l'existence de tout le monde connu durant mille années. Mais il s'en détache une série de notions particulièrement frappantes.

Ainsi, Geoffrey Bibby donne de la Cour d'Egypte une vision nouvelle qui vient quelque peu corriger la notion trop altière que beaucoup se faisaient — et se font encore — à la fois des pharaons et de la civilisation des rives du Nil.

Un temps vint où la Russie méridionale, surpeuplée, se mit à bouger et ses habitants s'expatrièrent en masse, s'en allant détruire les civilisations lointaines de l'Indus : c'est alors toute une partie du monde civilisé qui s'écroule avec la chute de Troie, de Mycènes, et de la puissance hittite.

Dès lors, le monde se replie sur lui-même pour vivre une manière de moyen âge qui ne prendra fin qu'avec cette magnifique renaissance que constitue la dynamique civilisation grècque.

Tel est le canevas de ce livre d'histoire d'un genre qui n'avait pas encore été exploré, tant l'entreprise était considérable.

On ne peut que souligner l'intérêt que soulève inévitablement un tel ouvrage, par l'immense foison de connaissances nouvelles qu'il peut nous procurer, à propos de maintes civilisations : Toutefois, son volume même — quelque 450 pages —, pour traiter d'un sujet aussi vaste, ou plutôt d'un tel ensemble de sujets, indique suffisamment qu'il s'adresse davantage au curieux qu'au spécialiste. C'est que l'auteur ne s'est pas limité à un gigantesque fresque historique; il a, au contraire, voulu rattacher le passé de ces périodes pour lesquelles nous ne possédons, en fait, pas de documents, à des grandes figures connues de tous, telles que celles d'Abraham et des pharaons d'Egypte, alors même que tout ne prouve pas forcément qu'il y ait une relationn sensible entre un personnage précis et la période envisagée.

C'est donc un ouvrage de grande vulgarisation, et, on peut le dire, de belle vulgarisation.

On doit rendre hommage à son auteur, parce que Geoffrey Bibby a pris des risques, attitude que le grand public ne sanctionne pas toujours en raison des compensations qu'elle lui fournit.

S'il vous intéresse de savoir ce qui s'est passé sur notre globe entre l'an 2000 et l'an 1000 avant J.-C., vous ne trouverez pas ailleurs les enseignements de ce « Millénaire retrouvé », présenté, dans une traduction de Denise Meunier, sous couverture de plastique, illustré de nombreuses illustrations, dont 31 hors-texte.

NICANDRE

(1) Edt. Pion.

"LE COQ ROUGE"

Par Miograd BULATOVIC (1)

Ecrit en serbo-croate, ce roman se déroule en Monténégro, où la population se répartit en une majorité de chrétiens et une minorité de musulmans. L'action se passe de nos jours, et il n'est pas superflu de le souligner, car ce qui y est narré aurait plutôt pu se produire au moyen âge, tant la vie y semble encore féodale.

Muharem, jeune métayer abandonné, possède pour tout bien un coq rouge qu'il câline et qui lui obéit à merveille. Il travaille pour un propriétaire vieux et cruel qui, ce jour-là, marie son petit-fils à la jeune femme que Muharem désire en secret. C'est une femme digne de l'intérêt de ces paysans presque orientaux : grasse, forte et lourde.

Alors que Muharem, désertant son travail, chemine sur la route, il rencontre là la noce et, malgré tout son désir de passer inaperçu, il est convié à participer aux réjouissances. Sous une forme singulière, il est vrai. Car les invités, fortement éméchés, s'amusent à l'effrayer, puis à le malmener. Son faible corps, rongé par la maladie, résiste aux mauvais traitements qu'on lui infiige, mais voici que la noce en veut à son coq. Les invités se proposent de plonger l'animal vivant dans l'eau bouillante. Effrayé, tenant à son coq rouge plus qu'à tout au monde, Muharem murmure ses indications au volatile. Ce dernier finit par s'envoler, toujours plus haut, vers le ciel.

Et Muharem n'a plus qu'à se réfugier au loin. Au passage on a appris que le vieux propriétaire cruel qui le malmène, mais conserve pour lui une curieuse tendresse, est son père.

Cette histoire, mêlée de rêveries, d'épisodes secondaires, est narrée dans une forme qui rappelle le poème en prose. Ce roman n'est pas des plus faciles à lire, mais il fourmille d'une humanité pittoresque et horrible. Ce n'est pas à tort que l'on cite l'univers breughelien à son propos. On y retrouve cette brutalité orgiaque, cette débauche colorée qui lui confèrent un climat irresistible.

Traduit de sa langue originale par Edouard Bouglin, il présente un texte clair, truffé de mots régionaux, pratiquement intraduisibles — dont un petit recueil se trouve fort heureusement à la fin du volume —, et cela contribue aussi à créer l'ambiance qui s'en dégage.

Notons, d'ailleurs, alors que le décor paraît asez pauvre, ce sont les personnages, fortement campés, profondément différents des hommes que nous connaissons dans notre pays, qui provoquent le dépaysement. Il y en a trop pour que l'on les cite, mais — cela montre bien le talent du conteur — aucune confusion ne nait de ces noms étrangers; et tout le peuple qui anime le roman se distingue du premier coup d'œil.

Deuxième roman d'un jeune écrivain étranger, ce « Coq rouge » est d'un intérêt évident.

J. B.

(1) Ed. du Seuil.